

LCR
DOCUMENTATION
CENTRALE



cahier de
la taupe

N° 4



- Les remises en marche
- Le chômage des femmes
- Y a-t-il des chômeurs dans les pays de l'Est ?
- La justice et les occupations d'usines
- Notes sur la C.F.T.
- Les luttes à la Saviem, à Renault



3 F

MAI 75

Sommaire



- A l'assaut du ciel : les remises en marche d'entreprise p. 2
- Une grève à PTT Austerlitz p. 10
- Les pays de l'Est, des pays sans chômeurs p. 12
- Chômage des femmes p. 15
- A propos du livre de Madeleine Collin p. 18
- La justice et les occupations d'usines p. 20
- Notes sur la C.F.T. p. 24
- Saviem : lutte sur les cadences p. 25
- Renault p. 29

TOUTE CORRESPONDANCE :

**CAHIERS DE LA TAUPE
TRITON
10, impasse Guéméné, PARIS 75004**



Supplément à ROUGE N° 280
Dir. de Pub : H. WEBER

IMPRIMERIE N.P.P.

**Les remises
en
marche**

Cette phrase des ouvrières de Cerisay, c'est maintenant des centaines et des milliers de travailleurs et de travailleuses de la France entière, mais aussi de Belgique, du Portugal, etc... qui pourraient la prononcer avec chaque fois cette même joie intense et sereine, car c'est dans l'enthousiasme et avec l'impression que l'on effectue un acte pleinement justifié, que l'on décide de faire « comme à Lip »...

**« ICI, ON FABRIQUE
ON VEND
ON SE PAYE... »**

Ce cri de défi des Lips a marqué un tournant irréversible pour les luttes ouvrières... Cette banderole jaune simplement accrochée aux grilles d'une usine, les centaines de meetings, les milliers de travailleurs venus sur place pour voir, toucher, discuter ont permis de faire pénétrer profondément dans la conscience ouvrière une leçon toute simple. Cette leçon va permettre un saut qualitatif fantastique, va ouvrir une brèche qui va favoriser les bouleversements révolutionnaire de demain, préparer le socialisme que nous voulons : les travailleurs n'ont pas à accepter la logique capitaliste, battant en brèche l'autorité patronale par la prise des stocks en otage, l'ouverture des livres de comptes, ils sont capables de faire tourner seuls les machines...

Depuis deux ans cette leçon se concrétise dans de multiples luttes contre les fermetures d'entreprises, les licenciements massifs.. Niant la fatalité économique du chômage, les travailleurs occupent, tirant des moyens de production qui hier encore étaient propriété sacrée, les moyens de survie de leur lutte. Mais malgré leur multiplication,

Les remises en marche A L'ASSAUT DU CIEL...

« La remise en route de la production des montres par les travailleurs eux-mêmes, ça a fait tic-tac dans le cœur de nombreuses personnes... Chez nous ce tic-tac est tombé P.L... »

des ouvrières de Cerisay

ces luttes passent souvent en partie inaperçues, aucune n'atteignant l'écho qu'avait rencontré Lip. Et pourtant avec le développement du chômage, elles revêtent une importance décisive : ouvrant la voie du socialisme de demain, elles offrent aussi la voie de la lutte pour aujourd'hui : en concrétisant, certes parfois avec de réelles déformations, l'axe du contrôle ouvrier sur la production.

Voilà pourquoi malgré tous leurs défauts, et même la fausse route qu'elles peuvent parfois prendre, les militants révolutionnaires doivent les populariser, les

disséquer, en tirant les fruits car ce que nous préparons à travers cela c'est plus que jamais un Mai 68 à l'heure LIP.

Pour mieux cerner la nature de ce processus de remise en marche nous l'aborderons selon 4 axes : — en quoi ces remises en marche s'insèrent dans l'axe qui doit vertébrer la riposte des travailleurs à la crise : le contrôle ouvrier sur la production.

— en quoi elles sont une école de socialisme.

— les déviations réformistes.

— la place de ces remises en marche dans la stratégie révolutionnaire.

Une riposte aux licenciements : le contrôle ouvrier sur la production

« Comment lutter contre cette épidémie de la réduction de la production, contre cette épidémie de fermeture des entreprises ? ...les ouvriers de chaque entreprise doivent, dès que se manifeste l'intention de fermer celle-ci, élire une **commission spéciale pour la recherche des causes véritables de sa fermeture...** »

Losovsky - Programme de l'Internationale Syndicale Rouge

Cette phrase de Losovsky, est aujourd'hui illustrée pleinement par ces dizaines d'occupations d'entreprises avec processus de remise en marche partielle ou totale. Se situant dans un contexte de crise économique et idéologique, en réponse à des licenciements massifs ou fermetures d'entreprise, elles concernent principalement des entreprises moyennes ou petites, et offrent aujourd'hui l'axe de la riposte à adopter, la voie du contrôle ouvrier sur la production, et cela sous plusieurs aspects :

— le ralentissement des cadences
— l'occupation avec ouverture des livres de compte

— la mise à l'ombre d'un trésor de guerre composé soit de stocks soit des moyens de production.

Et enfin dépassant le simple stade du contrôle ouvrier, premier pas vers la gestion ouvrière, la remise en marche de l'entreprise au service des travailleurs.

Par là même ce sont de véritables brèches qui s'effectuent, brèche dans la propriété capitaliste, mais brèche aussi dans l'idéologie dominante : oser faire cela est une révélation pour le patron certes, mais pour les travailleurs eux-mêmes également.

Dès que les bruits de fermeture arrivent aux oreilles des travailleurs, soit par le biais du C.E., par la rumeur publique, ou même par une simple lettre officielle au domicile de chacun, c'est tout d'abord la stupéfaction et la colère qui s'installe, et vite avant que le désarroi s'installe, il faut trouver une forme de lutte. Mais si l'idée d'occupation vient rapidement à l'esprit des travailleurs, celle-ci est souvent précédée d'une période de murissement permettant de faire de cette occupation l'aboutissement



d'un premier stade de la lutte. C'est en ce sens là que les lips organisèrent dans un premier temps le ralentissement des cadences, premier acte de contrôle des machines, première manière de prendre conscience de sa propre force.

En effet l'habitude du travail, l'idéologie dominante et aussi le carnet de production, le salaire au rendement incite les travailleurs à suivre le rythme, à faire le maximum... Et puis paradoxalement c'est plus facile de suivre le rythme rapide sans penser à rien que de contrôler ses gestes, ralentir petit à petit, laisser passer la chaîne une fois sur deux...

Cette première prise de possession des machines qui nécessite une action collective et coordonnée, c'est aussi enfin la fin des réactions individuelles, la découverte de l'action collective dans l'atelier lui-même.

L'OCCUPATION : PREMIER PAS VERS LA REMISE EN CAUSE DE LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE

1er pas nécessaire vers une prise de conscience plus grande des

Les remises en marche

travailleurs, elle pose d'emblée le problème de « qui est maître dans l'usine : le patron, ou les ouvriers ». Signe d'une réelle remontée de la lutte des classes, la multiplication des occupations depuis 1968 a permis que se développe ces nouvelles formes de lutte. 1er pas vers l'illégalité, en permettant la prise de possession de l'entreprise par les travailleurs qui jusque là n'y pénétraient qu'à une heure déterminée et dans des endroits déterminés. Elle permet un réel fonctionnement collectif de la lutte, et aussi une meilleure connaissance du processus de production.

C'est dans la fréquentation quotidienne au piquet de grève, à la cantine, au nettoyage ou ailleurs, c'est dans le coude à coude quotidien, mieux encore que dans les assemblées syndicales ou de personnel que se joue la fraternité de la lutte.

OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTES

...Quand on occupe, on visite et on trouve, ou alors on trouve et par voie de conséquence on occupe...

Ceux qui jusque là s'étaient arrêtés aux portes du bureau directeur, qui aux CE s'étaient heurtés à une avalanche de chiffres impossibles à contrôler, décident de ne plus supporter, de demander des comptes... et là une fois encore l'exemple des lips a montré aux travailleurs que c'était la seule voie pour vérifier les assertions patronales. Quand les lips entendent parler des licenciements, convoquent une AG à l'heure du CE, écoutent par le biais d'un téléphone branché sur haut parleur les révélations des directeurs, à l'incrédulité succède rapidement la colère : les patrons ne nous respectent pas, ils nous considèrent comme du bétail que l'on peut amener transhumer sans problème ! Nous ne croyons pas à leur difficultés, et pour vérifier nous ouvrons leurs serviettes, leurs bureaux, tout ce qui porte un tampon confidentiel.

Ce dépouillement collectif des documents patronaux revêt une im-

portance capitale, car là est inscrit crument le sort réservé aux travailleurs !

« Il faut dégraisser pour que l'entreprise soit rentable » concluent les experts patronaux ! Soit, mais quand en même temps comme à Manuest, on trouve des notes de frais somptueuses de restaurant ou de voitures, ou comme à Lip des appointements réguliers à tel ou tel ancien ministre soit disant conseiller, là la conviction est faite que les travailleurs ne doivent pas faire les frais de la crise, que la rentabilité ne se fera pas sur leur dos, conviction est faite que c'est du gaspillage fruit et frère jumeau du capitalisme que proviennent les nécessités de restructurer, de dégraisser.



La lecture de tels documents, leur dépouillement au sens strict du terme agit réellement comme un coup de fouet : noir sur blanc sont exposés les projets des patrons, leur tactique y apparaît dépouillée de ses aspects tactiques et alambiqués : la planification des licenciements, les noms, les appréciations sur tel ou tel, les listes des militants repérés, bref c'est une vraie leçon de choses : leçon économique qui demain sera précieuse car en sachant démonter les rouages capitalistes on sera plus à même de surveiller les projets patronaux, déjouer leurs manœuvres. Leçon politique aussi, car rares étaient les ouvriers qui imaginaient qu'il y avait

une collaboration aussi étroite entre par exemple les renseignements généraux et la direction : et pourtant dans les papiers des PDG de Lip se trouvaient des photocopies de fiche sur les militants de la région ; à Pezenas, c'est la preuve que non seulement le directeur est du SAC et CDR, mais aussi qu'il fait imprimer les entêtes de ces 2 organisations dans son entreprise.

La discussion et la publication de tels documents comme l'on fait ceux de Lip et de Manuest a un extraordinaire effet catalyse, car de telles divulgations démystifient non seulement les mensonges et manœuvres du PDG mais aussi ses propres capacités. En effet, cette possibilité enfin donnée de pouvoir dominer et connaître ce qui jusque là était du domaine réservé, donne un sentiment de fierté extraordinaire. C'est la fierté de l'ouvrier OP qui dans les conférences de presse rive son clou au journaliste économiste bourgeois qui plaide la nécessité de la restructuration, c'est la fierté de l'autre qui dans les meetings va expliquer inlassablement preuves en main que les licenciements ne sont pas une fatalité économique mais la conséquence du système capitaliste lui-même régit par le profit.

CAR CETTE AUTOPSIE DU CAPITAL QUE CONSTITUE L'OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTE FAIT LA PREUVE DEVANT LES TRAVAILLEURS QUE L'ECONOMIE EST MALADE DU CAPITALISME LUI-MEME »

LA SAISIE DES STOCKS LA CONSTITUTION D'UN TRESOR DE GUERRE

Du contrôle des stocks en les bloquant comme à Gestelec ou ailleurs, à la mise à l'ombre d'une partie de ces stocks eux-mêmes comme à Lip, Everwear, ou des moyens de production comme à Piron-Bretoncelles, c'est un pas énorme qui est franchi et qui maintenant se reproduit souvent.

L'occupation est une 1^o prise d'otage, prise d'otage de la propriété capitaliste, mais en tant que telle, elle installe les travailleurs dans un camp retranché d'où les flics de Ponia peuvent les chasser ! Avec la mise à l'ombre, la multiplication des hold up ouvriers, c'est un pas de plus dans l'escalade, dans l'illégalité. « les voleurs sont les patrons, nous reprenons notre bien ». C'est ainsi que le fruit du travail collectif des employés devient

provisoirement leur propriété, monnaie d'échange contre les concessions patronales ou moyens de survie.

Le hold up des montres Lip réalisé grâce au soutien réel de personnes extérieures à l'entreprise a

dorénavant rendu légaux de tels actes : légalisés par la solidarité et la compréhension réelle dont a fait preuve la population, le patronat et le gouvernement eux-mêmes n'ont pu s'émouvoir, la jurisprudence est ainsi créée.

« Ce qui a changé dans nos têtes ? Tout un peu »

Aujourd'hui, nous ne pouvons que rêver à ce que sera demain la vie dans la société socialiste... Mais ce demain, nous y croyons plus fort que jamais, car à travers tout ce qui se passe actuellement à Lip et ailleurs, nous en voyons se dessiner la préfiguration. Ce que de telles luttes entraînent au niveau de la modification de l'organisation du travail, des rapports entre les individus, de leur épanouissement... donne de quoi alimenter les rêves, mais surtout là est la preuve, pour tous les sceptiques ou les réformistes qui nous serinent « attention à ne pas aller trop vite, on ne fera pas tout en même temps », là est la preuve à l'échelle embryonnaire, locale que demain une organisation économique différente, une démocratie ouvrière réelle seront possibles.

Toute remise en marche partielle de l'entreprise ayant pour but la survie de la grève n'est conçue que comme un moyen de lutte, et non le but et l'aboutissement de cette lutte : il faut produire pour vendre, pour tenir. La décision, prise en A.G. pour la plupart, est assumée par tous et répartie comme toute autre tâche de la grève : à Lip à côté des commissions presse, finances... existait la commission production : seuls travailleraient ceux qui en avaient envie, ils déterminaient eux-mêmes leurs rythmes de travail, leurs horaires et participaient à d'autres activités de la lutte. La première mesure prise étant évidemment la réduction réelle du temps de travail : « on travaillait 3, ou 4 h. par jour, plus ou moins selon les personnes », à Piron le travail de nuit est immédiatement supprimé.

Dans tous les cas, les notions de travail au rendement et de hiérarchie disparaissent, la lutte devient l'expérience d'autres formes de travail possible, la préfiguration de ce que pourrait être une nouvelle organisation du travail.

Ainsi, les filles de Cerisay dans leurs ateliers clandestins déclarent : « La manière d'installer les machines est importante. A

l'usine Cousseau elles sont à la queue leu leu de telle façon qu'il est très difficile de se causer. Dans nos ateliers PIL nous étions face à face par une disposition qui nous permettent de discuter et de chanter tout en travaillant. Vraiment quelle ambiance dans ces ateliers. Pourquoi ne serait-il pas possible de travailler tout le temps comme ça ? »

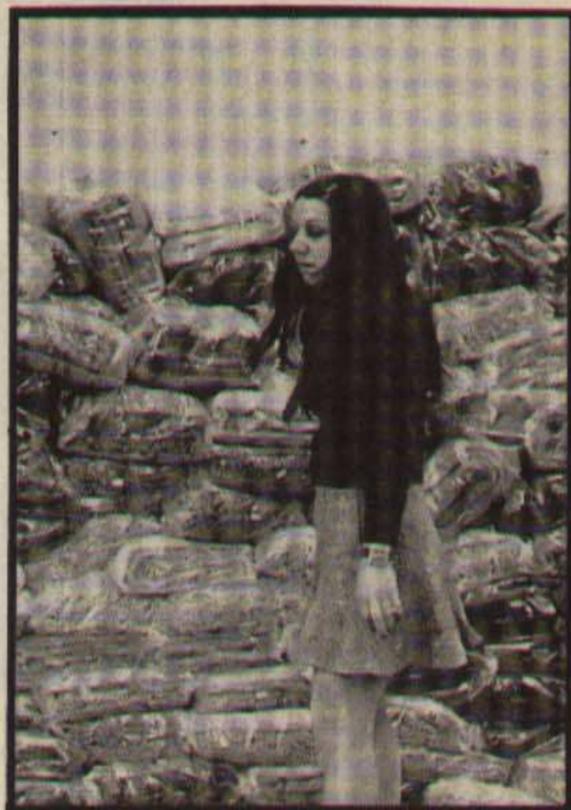
De plus, une réelle rotation des tâches s'effectue, refusant le travail parcellaire, la grève est enfin l'occasion d'apprendre et de faire autre chose que ce geste machinal accompli des milliers de fois dans la journée avant. A Lip, les OS qui jusque là étaient condamnés à monter des bracelets de montres vont apprendre autre chose. A Cerisay aussi le même phénomène se produit : « Ce que nous ne voulions pas c'était travailler comme à l'usine. On s'apprenait mutuellement, seule la compétence suffisait, il n'y avait pas de chef. Par exemple pour la coupe, il y avait au début un seul professionnel (le seul homme gréviste) maintenant il y a une dizaine d'entre nous qui savent faire ce travail... Nous avons appris à faire un chemisier en entier ».

Le développement de l'initiative va plus loin que cela même, la nature de la production est modifiée, parfois imperceptiblement : les montres ne sont pas montées avec le bracelet prévu à l'origine, mais selon le goût de l'ouvrière.

— A Beaumesnil dans les Vosges, outre la vente des services de table, draps, etc... qui sont la production normale de l'entreprise, les ouvriers fabriquent et commercialisent les « tabliers de la solidarité »... C'est un mois du blanc qui ne va guère plaire au patronat.

— A Beauvais, près de Bordeaux, les ouvrières modèlent et font elles-mêmes une nouvelle collection d'imperméables.

— A Teppaz les travailleurs ne continuent à fabriquer que les modèles les plus fonctionnels, en modifiant eux-mêmes la caisse.



Nous pourrions multiplier les exemples, mais dans chaque cas c'est au nom de ce qui leur semble être le plus utile pour l'ensemble des autres travailleurs que ces modifications sont apportées.

Dans les imprimeries, c'est à la modification de l'utilisation du produit que l'on assiste : à Darbois, à Hollenstein, à l'IMRO, etc... c'est d'abord par les tracts au service de la lutte que démarre la remise en route, puis par des tracts ou brochures pour d'autres grèves.

— Mais la remise en route peut aussi avoir pour simple fonction de s'attirer le soutien :

Dans les garages, à Lorient, à Brest, à Peugeot Montbéliard, les ouvriers continuent à réparer, mais gratuitement : le tarif n'est pas fixé, chacun donne pour la solidarité.

— « Allons nous fabriquer des concorde ? »

Telle était la réflexion fréquente que ceux de Lip ont entendu. Certes, ceux de la SNIAS ne pourraient produire et commercialiser des avions, mais sans doute pourraient-ils se servir de leur outil de travail pour produire autre chose, comme cela s'est fait dans certains cas :

— A Lip Ornans même qui ne produisaient que des machines outils, au cours de la grève les travailleurs fabriquent des tondeuses à gazon. Cette production ne sera pas étendue et commercialisée parla réticence de la CGT.

— Dans les années 50 en Italie, les ouvriers d'une usine d'armement se mirent en grève : ils décidèrent de refaire tourner l'usine en changeant la production : à la place des auto mitrailleuses qu'ils fabriquaient à longueur d'année, ils se mirent à fabriquer des tracteurs, matériel utile pour les paysans de la région.

Les remises en marche

Dans d'autres cas, soit par absence de stock ou par refus de s'en servir, ou parce que la production est effectivement difficilement commercialisable, les grévistes se lancent dans une production artisanale, qui n'a que peu ou rien à voir avec leur entreprise.

Ainsi à l'entreprise à Bouly à Fourmies, a été fondé un « atelier de solidarité » établi dans les locaux de la mairie communiste. Pourquoi cet atelier : pour donner un but et une occupation aux ouvrières en grève qui, sinon étaient soumises aux influences de la famille, et aussi pour recueillir de l'argent. Là seront fabriqués une série d'objets décoratifs, de jouets, etc... mais surtout cet atelier « au centre des actions de solidarité » est un lieu « où le travail prend une signification.

La commercialisation de ces produits, de ces jeans, biscottes, tabliers, montres, meubles, etc... est aussi assez extraordinaire. Refusant le circuit commercial patronal, par exemple une énorme commande du Koweït les Lips ont là aussi inauguré et matérialisé les fils de la solidarité ouvrière : c'est par des ventes sauvages sur les marchés, à la porte de l'entreprise, l'usine porte ouverte, par le biais des syndicats, des CE, etc... que cela se fait.

Les ouvrières d'Everwear ont vendu sur les marchés d'Asnières, de Besançon, place de la Nation le 1er Mai, etc... Elles seront aussi avec d'autres à la fête de PH.

Conçue pour soutenir la grève, ce n'est jamais au prix précédent que se fait la vente : à BUDA près de Toulon les jeans produits sont vendus 50 F pièce, à Cerisay encore : « Il ne s'agissait pas de vente avec tout ce que cela comporte commercialement : catalogue, publicité, étiquette, prix imposés... non. Il s'agissait bien d'un échange de chemisiers, qui étaient nos chemisiers, avec la solidarité de tous ceux et celles qui se sentaient concernés. Un taux indicatif était suggéré, mais pas imposé. De nombreuses personnes donnaient autre chose... ».

Mais qui doit diriger ?

L'apanage de la direction de la lutte ne peut moins qu'ailleurs être dans les mains des seules directions syndicales.

L'organisation de la production

nécessite l'existence de commissions, de structures de travail collectives, qui sont déjà une structure de débat et de décision.

L'organe de décision central ne peut être qu'une structure com-

« L'usine est faite pour empêcher les ouvriers de s'aimer »

...et la lutte pour le permettre.

Le changement total apporté dans l'organisation et la finalité du travail, tout comme les différentes structures de vie de la grève permettent une transformation réelle et profonde des grévistes. Le développement de la vie collective est alors le facteur clé de cette transformation : les AG quotidienne, les commissions nombreuses et actives, les débats permanents, les lieux permettent la discussion, etc... autant de facteurs qui font que chaque gréviste a une occupation qu'il choisit lui-même et dans laquelle il apprend le travail collectif, fait preuve d'initiative, etc... C'est cela qui permet l'éclatement de l'esprit individualiste et un réel épanouissement.

Gilbert l'horloger de Lip, qui pendant toute la lutte a animé la commission cuisine, a fait de la cantine à Lip comme au Fort de Brégilles un lieu d'expression, exprimait très bien cela :

« Tous ceux qui ont vraiment voulu lutter se sont révélés dans ce conflit. Tous ces gens se sont rendus compte qu'ils étaient capables de **faire autre chose que cette petite partie brisée que nous sommes obligés de faire d'un bout à l'autre de l'année...** »

Dans cette lutte, chacun a trouvé sa place, une tâche qui lui convenait et dont par ailleurs il pouvait changer, souvent même il pouvait réaliser ce qu'il avait toujours rêvé de faire avant. Ainsi des horlogères ont enfin réalisé un de leurs souhaits en s'occupant des rapports avec l'extérieur, avec les journalistes.

Le même processus se passe à Everwear : « Mis à part une vingtaine d'employés, tout le monde est dans le bain. Mieux : les divisions entre catégories disparaissent dans le feu de l'action. La dactylo s'installe au standart, l'ouvrière se met à taper

prenant des représentants élus en A.G. des commissions, autrement dit un conseil d'usine (c'est-à-dire même structuration qu'un comité de grève avec un terme différent compte tenu de la nature de la lutte).

des tracts à la machine, la décoratrice se retrouve derrière le métier à tisser ».

Ce refus d'être une « une partie brisée » enfin partiellement réalisé crée des rapports totalement nouveaux, plus que dans toute lutte, car dans ce processus de remise en route, on met en marche aussi quelque chose de différent, dont on rêve parfois que cela va durer.

Certains riaient de la communauté des Lips, mais c'est pourtant cet esprit là qui a fait leur force, qui, bien qu'escamotant une série de problèmes, a permis l'épanouissement de chacun.

C'est en effet une véritable éducation politique et économique qu'ils se sont forgés : panneaux de presse, les débats internes permanents, les meetings à l'extérieur, les négociations collectives avec les patrons...

Non seulement les PIL sont en meilleure santé depuis qu'elles travaillent « clandestinement », mais de plus prenant le temps de vivre, elles, ouvrières dans une région rurale sans tradition de lutte, au patronat réactionnaire, découvrent ce qu'est la solidarité de classe, découvrent la force de la classe ouvrière « le plus formidable, c'est que partout où nous allions, on nous prenait au sérieux ; et pourtant nous ne sommes que 95 ouvrières ! ».

Prenant conscience de ce changement qu'amène en elles la lutte, elles chantent :

« Nous pouvons le dire aujourd'hui, avec encore plus de certitude, cette société nous tue, elle tue la conscience professionnelle, elle tue l'amour du travail bien fait, elle tue la promotion professionnelle, elle tue notre santé, elle tue notre cerveau, ça ne peut plus durer... »

Car la lutte va transformer chacun au niveau même de la vie quotidienne : les débats ne portent

pas uniquement sur le travail mais sur tous les problèmes : celui du couple, de l'éducation des enfants, de l'art, du théâtre, etc...

Le récit des ouvrières de la Féda en Italie qui ont repris la production de la lingerie, mais en ne produisant que du linge solide et non plus de luxe est particulièrement clair et émouvant.

« On a décidé de monter une cantine aussi : avant, chacun apportait quelque chose de la maison et mangeait dans son coin. La création de la cantine a beaucoup contribué à renforcer notre unité ; on y discutait, on apprenait à se connaître, parfois les maris venaient manger avec nous, ça devenait une grande famille.

Bien sûr qu'il a eu des problèmes, mais un esprit nouveau s'est développé dans l'usine et dans le quartier qui nous a aidé à les résoudre. Des maris sont venus nous donner un coup de main pour la crèche et la cantine. La plupart sont des ouvriers et ils nous ont aidé à prendre contact avec d'autres usines, à faire des collectes, etc... On a senti qu'il se créait entre les maris et les femmes des liens différents... L'idée d'amour s'est davantage liée à l'idée de solidarité, de lutte commune. Et ça c'est important. Ça reste un acquis pour nous, cette plus grande unité du couple, une unité de classe ; alors que les patrons essaient toujours de mettre en compétition les hommes et les femmes, comme ils le font pour les ouvriers du nord et du sud de l'Italie ».

Bien sûr tout n'est pas parfait, et sur 2 problèmes, que ce soit celui des salaires, et des femmes, on voit encore combien ces changements sont encore partiels et insuffisants...

Ainsi le débat sur les salaires à Lip a marqué une faille, et a été ressenti comme une défaite importante par ceux qui croyaient que tout pouvait changer, que chacun serait capable d'avoir un salaire égal, soit à chacun selon ses besoins...

A Pezenas, à Solaméa où les travailleurs vendent des chargeurs de batteries et des diables, envisagent de produire des « barbe cues », la décision a été prise de se payer tous pareil !

En ce qui concerne le problème des femmes, dans la plupart des luttes le problème ne sera posé que tardivement après une réelle maturation : là encore l'expérience des femmes de Lip sur laquelle nous reviendrons dans un prochain Cahier montre bien les limites mais aussi permet d'avancer pour les prochaines luttes - leur lutte comme

les différentes rencontres organisées avec celles de Teppaz, Everwear, etc... vont favoriser cela.

« Si nous voulons une autre société, une société qui soit « notre société », il faudra envisager le travail comme dans nos ateliers PIL « sans chef et sans patron... » Si tous les ouvriers voulaient s'y mettre, ça serait possible ».

Les déviations réformistes

La ligne de partage entre réformistes et révolutionnaires ne porte pas toujours sur le fait d'être pour ou contre, mais plutôt sur la logique qui est donnée à cette remise en marche.

(La direction confédérale CGT n'a jamais condamné en tant que telle la remise en route partielle de Lip).

À chaque remise en marche, se pose le problème de son orientation. De la même manière que toute revendication n'est pas anti-capitaliste en soi, mais par la dynamique du combat qui la porte, toute remise en marche partielle de l'appareil productif aux mains et au service des travailleurs peut être déviée selon une logique réformiste.

La logique réformiste part du raisonnement suivant :

— les patrons sont incapables de gérer l'entreprise, ils la mènent à la faillite : nous travailleurs, nous allons démontrer que notre usine est viable et rentable sans aucun licenciement. Pour cela nous la remettons en marche et faisons ainsi la preuve concrète :

— que nous n'avons pas besoin des patrons

— que dans le même système nous gérons mieux qu'eux.

Pour faire la preuve d'un tel raisonnement les grévistes remettent **totalemment** en marche l'entreprise, c'est ce qui s'est passé alors à La Clyde en Angleterre, ou au Val Saint-Lambert en Belgique, deux exemples à décortiquer.

L'aboutissement d'une telle logique peut être aussi la constitution d'une coopérative ouvrière comme à Manuest.

Que ces ouvriers en arrivent simplement à cette conclusion, cette nécessité de changer la société, nous fait comprendre l'importance de telles luttes aujourd'hui, luttes qui permettront que demain « à la place de l'ancienne société avec ses classes et ses antagonismes de classe, surgira une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

(K. Marx)

LE VAL SAINT LAMBERT

En Belgique depuis un an ou deux une série de remises en marche ont eu lieu : les dernières en date, les « Grès de Bouffioulx » près de Charleroi, les carrières Marchand qui ont vendu du sable comme ceux de Glaverbel-Gilly qui commercialisaient des plaques de verre, ont marqué profondément et relancé le débat sur le contrôle ouvrier. Depuis janvier c'est au « Val St Lambert » que le cristal est produit sans patron.

600 travailleurs au Val Saint Lambert sont menacés de chômage dans une région déjà très atteinte. Le 19 janvier les travailleurs décident d'occuper l'usine, de remettre en marche normalement la production et de la vendre. Saint-Lambert c'est du cristal de qualité, une haute qualification des ouvriers, et la fierté de la renommée va obscurcir un peu plus la perspective de la lutte.

La production continue comme auparavant : 8 h par jour et 5 jours par semaine avec les mêmes effectifs. Chacun travaille dans sa qualification propre.

La direction a été remplacée par un comité de grève composé du conseil d'entreprise élargi aux suppléants et aux permanents des appareils syndicaux. Ce comité se réunit chaque jour, il est chargé d'assurer l'approvisionnement du réseau commercial, la vente sur place, la poursuite des investissements commencés, et les comptes de l'entreprise. Il contrôle les instances techniques à savoir : 4 commissions, secteur du verre chaud, du verre froid, relations commerciales, questions financières. La propagande est confiée aux permanents extérieurs de l'entreprise. Les salaires sont toujours payés par l'Etat, l'argent que rapporte la vente des objets en cristal étant accumulé.

Les remises en marche

« Dans ce conflit, les débats sont limitatifs. C'est une erreur fondamentale de discuter simplement des conditions de travail et de ce que le conflit Lip a apporté au niveau du travail pour changer la société, car cela ne se fera pas uniquement par rapport à l'organisation du travail... La société n'explosera pas sans l'explosion de l'homme »

Lip 1974
Michel, contrôleur

Les exemples des chantiers de la Clyde comme celui du Val Saint Lambert sont certes des exemples extrêmes. Dans les deux cas, nous assistons à une remise en marche totale de l'entreprise, dans le même cadre qu'avant le déclenchement de la lutte : un simple détail a changé, en l'absence des patrons, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui organisent le travail en fonction de la nécessaire rentabilité : **même organisation de la production, même temps de travail...**

Au Val Saint Lambert la proposition d'organiser des stages de formation sur le temps de travail est refusée : un apprenti quelque peu irrespectueux du règlement est envoyé au bureau de chômage par le comité de grève lui-même.

L'absence totale de démocratie ouvrière est le corollaire de cette logique productiviste : les assemblées générales se faisant en dehors des heures de travail, la direction de la lutte est dans les mains des dirigeants syndicaux habituels et des permanents. L'usine n'est pas ouverte, il faut montrer patte blanche pour rentrer, les discussions avec les autres travailleurs étant de ce fait freinées.

Dans d'autres luttes, c'est au niveau même du degré d'avance dans l'illégalité que peut se creuser le fossé : le respect du stock propriété patronale amène les 115 salariés du prêt à porter « L'Empereur » de Bressuire à utiliser seulement les chutes de fourrure pour fabriquer les petits chats qu'elles commercialisent. A Everwear, de la même manière, c'est d'abord sur les chutes de tissu que travaillent les ouvrières ; avant les couvre-lits, elles feront des nap-

perons ! On est loin de la dénaturation complète de leurs instruments de production qu'envisageaient d'effectuer les employés de la Gestelec : les Lips de l'informatique avaient en effet prévu très sérieusement de réaliser à l'aide de leurs ordinateurs des horoscopes électroniques « sauvages de solidarité » qu'ils iraient vendre sur les grands boulevards !

Au niveau de l'utilisation des fonds recueillis comme de l'organisation de la solidarité, le même débat se poursuit, les ventes sauvages de « ciboires de cristal » organisées par les souffleurs de verre ont un énorme succès : des milliers de personnes viennent visiter et acheter. Mais l'argent sera mis de côté, il ne servira pas à organiser des campagnes de meetings, à aider d'autres luttes à vivre, bref à faire que « le cancer des Lips s'étende », mais au contraire il va s'entasser dans les bas de laine et, scrupuleusement compté et recompté, attendre qu'une nouvelle direction soit nommée. La vente n'est pas alors conçue comme un moyen de pouvoir continuer à lutter, mais son succès doit faire la preuve de l'existence réelle de marchés où la marchandise peut s'écouler, soit la preuve de la viabilité capitaliste de l'entreprise.

Il serait erroné de ne retirer de ces expériences que des aspects négatifs, car, malgré toutes les déviations, une idée force s'en détache : oui, les ouvriers peuvent produire sans patrons ! Ils peuvent organiser leur travail sans directeurs, etc. et ce sont les capitalistes qui sont incapables de gérer sainement l'entreprise. Cette idée va de toute manière modifier profondément le niveau de conscience des travailleurs de l'entreprise et de l'extérieur.



Au sein même de l'usine, le sentiment de travailler pour prouver les capacités de la classe ouvrière développe au moins le sentiment d'appartenir à une même classe. Mais surtout, les discussions nombreuses qui s'instaurent permettent une modification au niveau même de la vie quotidienne. Ainsi, au Val Saint Lambert, c'est à l'heure du repas que se fait l'animation de la lutte : cela a permis le décroisement entre les deux réfectoires existants, celui des hommes et celui des femmes ! Et, pour la première fois, des employés sont mêlés avec des ouvriers.

A l'extérieur, l'exemple de l'écho qu'a rencontré la lutte de la Clyde est frappant : une réelle campagne de solidarité s'est développée pendant la lutte et ses lendemains ont vu la multiplication de grèves avec occupation marquant une nouvelle étape de la lutte de la classe ouvrière anglaise. A Fakenham même, dans une petite usine de chaussures située dans une région rurale, les ouvrières ont repris la production mais en fabriquant d'autres modèles qui leur paraissaient devoir mieux se vendre.

QUELLES SOLUTIONS ?

— CREER UNE COOPERATIVE OUVRIERE ?

— INSTITUTIONNALISER LE CONTROLE OUVRIER ?

1) La coopérative ouvrière

L'absence de solution extérieure, comme la confiance réelle dans la rentabilité de l'entreprise amène aujourd'hui de nombreux travailleurs à se poser la question de la coopérative ouvrière.

En Grande Bretagne les 1750 ouvriers de l'usine de Coventry de la firme des motos Triumph menacés de licenciement ont demandé à racheter l'usine pour en faire leur propre coopérative. Convaincus de la qualité de ce qu'ils produisent, ils pensent être capables de se

débrouiller : « Si nous comptons sur nous mêmes, nous survivrons ! » A Manuest dans les Vosges, au bout de 3 mois de lutte avec production de meubles d'un nouveau modèle, « Sauvegarde », ils choisissent la solution de la coopérative ouvrière ; le prix à payer sera lourd : les ouvriers réembauchés, nouveaux sociétaires se rendront propriétaires de la coopérative en ne prenant pas leurs indemnités de licenciements et en donnant 6 % de leur salaire dans l'usine : la productivité devra augmenter de 40 % en trois ans !

Aujourd'hui cette tentative d'essayer de survivre par soi-même ne pourra que s'accroître, faute de perspectives centrales de lutte - le gouvernement et le patronat n'ont aucun intérêt à tenter de la freiner. Ainsi, en Grande-Bretagne dans certains cas apparaît la revendication de nationalisation ou d'une subvention permettant à l'entreprise de survivre sous forme de coopérative ouvrière. - le gouvernement travailliste a répondu en accordant des subventions de ce type à Triumph, Liverpool...

2) L'institutionnalisation du contrôle ouvrier ?

Tel est le projet que présentent les syndicats du Val Saint Lambert. Dans la lignée de la conduite de la lutte, ils élaborent un nouveau statut pour l'entreprise, demandant dans ce cadre là la mise en place d'un « véritable contrôle ouvrier » explicité longuement «...Il ne peut être effectué que par les travailleurs organisés en syndicats : il doit permettre une information complète et en temps utile sur l'ensemble des données concernant la vie économique et sociale ; cette information doit donner la possibilité **mais non l'obligation** d'exercer le droit de contestation, c'est à dire d'émettre éventuellement des propositions alternatives...».

Ces phrases limpides marquent bien l'aboutissement de la logique réformiste du syndicat belge FGTB et vont totalement à l'encontre de la perspective dans laquelle travaillent les militants marxistes révolutionnaires. En effet tout comme il ne peut y avoir d'îlot autogestionnaire dans l'économie capitaliste, il ne peut y avoir réelle dualité de pouvoir permanente dans une entreprise.

dans la stratégie révolutionnaire

Remettant en cause concrètement le droit des patrons à disposer des travailleurs, école pour le socialisme, les remises en marche, les grèves actives sont un facteur important dans la stratégie révolutionnaire. Une série d'exemples historiques, depuis la Commune de 71, la Catalogne de 36-37, etc... et aujourd'hui le Portugal montre ce premier pas vers l'expropriation des patrons, vers la construction du socialisme.

Dans un contexte de grève générale, comme cela peut être demain le cas en Espagne, elles représentent une phase supérieure de la lutte, un déblocage de la situation - la remise en route des services publics, et services vitaux tels que l'alimentation, le transport, la presse, etc... permet en effet d'une part de favoriser la continuation de la lutte, d'acquiescer surtout une sympathie réelle des couches moyennes, et aussi même de passer à une phase offensive.

En ce sens nous voyons combien le développement des grèves administratives dans les hôpitaux par exemple ou les grèves actives, telles les réparations gratuites effectuées par les mécanos de Lorient, Brest, Peugeot Montbéliard, préparent les ouvriers à ces tâches. C'est en ce sens que la propagande pour que les travailleurs du métro, de la SNCF adoptent comme forme de lutte, de

faire rouler gratuitement les trains ou les rames n'est pas gratuite, ni utopique.

Dans une situation similaire à celle du Chili d'Allende ou du Portugal d'aujourd'hui, elles sont un facteur déterminant dans l'évolution de la situation. Que les travailleurs prennent concrètement le pouvoir dans leurs usines, en expropriant la direction, en remettant en marche, en modifiant la production pour qu'elles soient réellement adaptées aux besoins des travailleurs, en constituant leurs formes d'organisation, en demandant à ce gouvernement qui se dit « ouvrier » de prendre possession de l'entreprise, de la nationaliser, permet alors une consolidation réelle des rapports de force, et prépare un véritable pouvoir des travailleurs tant par les débats que par les faits eux-mêmes.

Aujourd'hui la multiplication d'expériences aussi diverses que celles de Lip, Manuest, Logemag, Cerisay, etc... est la preuve de beaucoup plus que d'une simple remontée de la combativité. Dans un contexte de crise économique, mais aussi idéologique, elles sont la remise en cause vivante des fondements même du capitalisme, et aussi la certitude de la réalisation demain de cet « autre possible » aujourd'hui expérimenté dans les ateliers sauvages, chez Everwear en France, à Segontal au Portugal...

Nous reviendrons sur la place des remises en marche dans la stratégie révolutionnaire dans le n° 5 des Cahiers en étudiant l'exemple du Portugal.



GREVE A PTT AUSTERLITZ

« Les postiers sont encore prêts à reprendre la lutte. Aujourd'hui, ce n'est pas la combativité qui manque, mais plutôt les perspectives... »

La grève d'Austerlitz n'a concerné qu'une des 4 brigades et n'a duré que 24 h. Comment expliques-tu l'écho qu'elle a eu dans la presse ?

Peut-être parce que c'est la première grève dans un bureau gare parisien depuis novembre 74. Et que les centres de tri parisiens ont toujours été considérés un peu comme le fer de lance des luttes aux PTT. Il y a cinq mois une certaine presse les a qualifiés de « foyers d'infection »... « Beaucoup ne sont pas des vrais postiers », « Des jeunes, des gauchistes ! »

C'est peut-être aussi parce qu'un postier a appelé le « téléphone rouge » d'Europe 1 « Allo ! J'habite en face du centre de tri, il y a de l'agitation. Ça recommence comme en octobre. Venez vite... »

Toujours est-il qu'une heure après débarquait un journaliste d'Europe 1 ! Et à la radio, les flashes alarmistes ont commencé !

Quelles sont les raisons de cette grève ? Avez-vous débrayé dans le cadre de la quinzaine d'action des fédérations CGT, CFDT ?

Non, absolument pas ! Il s'agit d'une mobilisation spécifique à une brigade contre le zèle excessif d'un inspecteur central. Celui-ci a voulu contraindre le dirigeant d'un service à faire un rapport sur le secrétaire CGT de la brigade pour fait de distribution de tracts syndicaux ! (Aux PTT, la distribution des tracts syndicaux est autorisée sur le lieu de travail à condition qu'elle ne dérange pas le service !)

Un tract de protestation CGT-CFDT sur le thème « Giscard et la réforme de l'entreprise, du vent ! » fut distribué massivement le lendemain.

Ce fut alors au tour d'un militant socialiste de se voir attribuer (par vengeance) une sanction (PV 532) pour diffusion d'un tract politique

datant de 15 jours auparavant, c'était celui d'appel au meeting parisien commun de la gauche ! Puis dans la même journée, c'est un militant CFDT qui s'est vu sanctionné !

C'est alors que les organisations syndicales ont proposé au personnel le dépôt d'un préavis de grève pour le jeudi 24. Ce qui fut adopté.

En somme une grève locale ?

Oui et non !

Oui, dans la mesure où cet inspecteur central est vraiment un cas. Il fut déjà à l'origine d'une grève de tout le centre le 26 juillet 74, il avait licencié sur le tas, 4 auxiliaires.

En Octobre dernier, c'est aussi lui qui réussit à précipiter le départ en grève du centre. Les gars savaient déjà que le PLM était parti mais ils attendaient les consignes de militants syndicaux. Il n'y en pas eu besoin. Lors de la première AG d'information le 18 octobre, il voulut interdire au représentant syndical de parler ! Après l'avoir copieusement conspué, les gars ont voté immédiatement la grève.

Non ! dans la mesure où l'attitude de ce cadre n'est pas isolée, mais fait partie d'une volonté délibérée de la part de l'administration de reprise en main du personnel depuis la grève. Fermeté, c'est la consigne du ministère et il s'en donne les moyens en faisant constamment pression sur le personnel encadrant à tous les niveaux.

Et puis, dans la tête des gars, la grève d'octobre était présente. Les revendications générales (salaires, auxiliaariat...) ils les connaissent. Mais vu le manque de perspectives, la lutte contre cet inspecteur, c'est sous d'autres formes, la lutte contre le petit Lelong de la brigade qui reprenait !

Cette grève était de 24 heures et avec préavis. N'est-ce pas un recul par rapport aux formes de lutte de la grève d'octobre. Grève



sans préavis, sur le tas et reconductible ?

Non ! Il faut bien voir que nous sortons de quatre mois de retenues de grève. Plus de 30 journées retenues sur 4 mois ! C'est-à-dire que pendant 4 mois, la plupart des postiers ont vécu avec un salaire amputé de 25 % ! Pour beaucoup d'auxiliaires, cela veut dire à peine 800 F par mois ! A Paris !

Alors tu comprends, pour repartir en grève sans préavis, il faudra être sûr de son coup.

Des grèves de 24 h en 73, on en a fait beaucoup à Austerlitz. Celle-là n'était pas comme les autres !

Oh, ce n'était pas l'enthousiasme délirant des manifestations d'octobre. Les gars étaient plutôt attentifs, surpris de se retrouver à la porte du centre comme pendant la grève. Mais on a très vite repris les habitudes. D'abord l'AG on l'a tenue dans les salles, le responsable CGT a fait démocratiquement les 2 propositions au personnel et s'est rallié à la majorité ! Elle a duré quarante minutes. Tous ceux qui voulaient poser des questions et faire des propositions l'ont pu. Et puis si les gars ont accepté de faire la grève une journée, ce n'était pas pour l'honneur ! Mais c'était pour organiser une délégation de masse à la direction et lui exiger de rendre des comptes. Une grève de 24 h, oui ! Mais pas « pêche à la ligne », une grève pour agir.

P.T.T.
Austerlitz



*« Aux PTT : reprendre l'offensive ?
Non ! Plutôt préparer l'offensive »*

Et immédiatement après l'AG, nous sommes partis en délégation de masse à la direction.

Comment cela s'est-il passé ?

Mollement. PARCE QUE LES RESPONSABLES SYNDICAUX N'ONT PAS SOUVENT L'HABITUDE DE SE PORTER RESOLUMENT A LA TETE D'UNE DELEGATION DE MASSE ET DE FRAPPER UN GRAND COUP DE POING SUR LE BUREAU DU PATRON

Par hasard, dans les couloirs, la délégation de masse a croisé le directeur de la ligne. Le responsable CGT a demandé poliment une audience. La réponse fut sèche : « Non ! ». Il s'est excusé. Quant au responsable CFDT, il n'était pas là, il discutait avec les non-grévistes ! Le directeur est alors passé à travers la délégation. Personne n'a eu le réflexe de bousculer ce grossier personnage et de lui demander des comptes.

Le lendemain, on a quand même repris le boulot. Une sanction est toujours maintenue. Mais le moral des gars a quand même remonté et il y a dans l'air l'idée que ça n'est pas fini !

D'après toi, où en est aujourd'hui la combativité dans les PTT ? Comment la taupe intervient-elle ?

moi, je pose quand même la

question : qui aurait crû des postiers d'un bureau-gare sortis à peine de 4 mois de salaire amputé au quart, capables encore de perdre ne serait-ce qu'une journée ?

Cela prouve que les postiers sont encore prêts à reprendre la lutte. Aujourd'hui ce n'est pas la combativité qui manque, mais plutôt les perspectives.

« Reprendre l'offensive » disent les fédérations. Oui, mais pas à n'importe quelles conditions. Pas pour un baroud d'honneur. Notre combativité nous ne la gaspillerons pas. En brigade A nous avons fait grève 24 h **mais c'était pour organiser une délégation de masse.**

Les postiers le savent. Le contentieux revendicatif s'aggrave encore aux PTT et plus que jamais les revendications de la grève d'octobre sont à réaffirmer.

Pour la Taupe, elles sont même à réajuster et nous avançons les revendications de 300 F pour tous, 1800 F minimum, l'échelle mobile des salaires, la titularisation immédiate de tous les auxiliaires.

Sur ces revendications, nous sommes prêts à reprendre la lutte. Mais sur notre chemin nous savons que désormais nous trouverons les « coups de gueule » d'un gouvernement réactionnaire. Et une idée prend corps : pour briser ses résistances, les PTT seuls ne suffisent pas. Secteur par secteur nous ne gagnerons pas. Contre l'austérité,

c'est la préparation d'une offensive coordonnée de tous les travailleurs qui est à l'ordre du jour.

Les travailleurs sont prêts, ils l'ont montré le 19 novembre 74 mais pour engager résolument la lutte, **ils veulent des garanties politiques.**

Et si Giscard ne cède pas ? Leurs dirigeants sont-ils prêts ? Les directions des organisations ouvrières, PC et PS en premier lieu sont-elles prêtes à taper résolument du poing sur la table en disant : ça suffit ! Si vous êtes incapables de satisfaire ces revendications, cédez la place. Avec l'appui des travailleurs nous revendiquons le gouvernement »

Cette question, il faut à **tout prix** la poser partout. Car sa réponse conditionne le développement des luttes, et particulièrement aux PTT.

C'est dans ce sens que la Taupe a mené bataille pour un 1^{er} mai unitaire et offensif. Une manifestation parisienne de tous les postiers pourrait permettre aussi de poser cette question avec plus de force.

Parallèlement, nous devons prendre la tête des luttes « locales » contre les attaques de l'administration et constamment remettre en application les acquis de lutte de la grève d'octobre. Dans la situation actuelle ces deux axes sont indissociables.

Aux PTT :

**« Reprendre l'offensive ?
Non ! Plutôt préparer l'offensive !**

L'emploi
dans les
pays de
l'Est

DES PAYS SANS CHOMEURS ?

Un million de chômeurs en France, des chiffres du même ordre dans les autres pays capitalistes, tels sont les résultats de la crise économique.

C'est la loi d'un système fondé sur le profit individuel : pour maintenir des profits suffisants, les patrons jettent à la rue les travailleurs après les avoir pressés comme des citrons, alors que ceux qui ont un emploi travaillent encore 44 heures par semaine et que les cadences s'accroissent.

La défense pied à pied de l'emploi, la lutte contre toutes les mesures de licenciements est nécessaire. Mais elle ne suffit pas. Il faut aussi combattre pour supprimer les causes du chômage. C'est un combat pour une autre société fondée sur la satisfaction des besoins de tous, une société socialiste. Lorsque la production sera planifiée centralement, que seront déterminés en même temps les objectifs de production et les moyens d'y parvenir, alors les causes mêmes du chômage auront disparu. Les travailleurs ne seront plus des pions qu'un patron avance ou retire, en fonction de son bon vouloir, en fonction des lois aveugles du marché.

Nous voulons d'un système qui prenne en compte les besoins collectifs :

- aujourd'hui, les patrons justifient les licenciements par la mévente, par la « surproduction » : mais comment peut-on parler de surproduction alors que les besoins élémentaires de nombreux travailleurs restent insatisfaits ?

- aujourd'hui, travailler, c'est l'abrutissement par la fatigue et être licencié c'est le rejet sans salaire d'une société fondée sur l'argent. Face à cela, nous voulons d'une société où les travailleurs auront le temps et le goût de vivre, où le travail lui-même aura un autre sens.

Des pays sans chômeurs, c'est aussi l'objectif avancé par la CGT : un numéro récent de la Vie ouvrière consacrait 15 pages à une enquête dans les pays socialistes (V.O. du 15.1.75). On y explique que là-bas la notion même de chômage a disparu et on y présente des ouvriers heureux et souriants. Mais on nous présente une réalité déformée : en fait, les travailleurs n'ont pas droit au chapitre dans les décisions prises. Ce ne sont pas eux qui dirigent, planifient, organisent : la propriété privée des usines a disparu, mais ce sont des bureaucrates qui gouvernent, en fonction de leurs intérêts de bureaucrates et non de celui de l'ensemble des travailleurs.

Or, c'est justement parce que nous combattons pour bâtir une société socialiste qu'il est important de dire que nous ne voulons pas du socialisme des pays de l'Est. Les vrais anti-communistes sont ceux qui déforment le socialisme. Et il est important dans le combat pour la destruction du système capitaliste de dire quotidiennement quel socialisme nous voulons.

- L'URSS, la Tchéco, la Bulgarie, la RDA : des pays qui ignorent le chômage ? C'est vrai. C'est même le seul point sur lequel on puisse être d'accord avec la V.O. : le droit au travail et la sécurité de l'emploi sont des acquis fondamentaux de la Révolution d'Octobre 1917, plus précisément, un des derniers acquis qui restent aujourd'hui à la classe ouvrière soviétique, tchèque, etc. ; mais un acquis que les différentes réformes économiques lancées par la bureaucratie dans les années 60 tendent à remettre en cause.

- Pour le reste, le reportage de la V.O. n'échappe en rien à l'euphorie caractéristique des articles du PC et de la direction de la CGT sur l'URSS et les démocraties populaires. Ici encore, toute la « démonstration » se ramène à l'argument péremptoire : « là-bas, c'est le socialisme ! » : s'il n'y a pas de chômage, c'est parce que c'est le socialisme ; rien d'étonnant à ce que la classe ouvrière soit heureuse : la preuve ? nous avons rencontré des ouvriers sans problèmes ; pour vous en persuader, regardez leur sourire sur les photos ; quant aux problèmes — et nous n'hésitons pas à dire qu'il y a des problèmes —, ils ne peuvent être résolus que conformément aux intérêts du plus grand nombre et des travailleurs en premier lieu, car (une fois encore) là-bas, c'est le socialisme.

- En fait, dans le domaine de l'emploi encore plus peut-être que dans les autres domaines, se manifeste clairement la contradiction fondamentale qui oppose la classe ouvrière à la bureaucratie ; là également les



intérêts des travailleurs sont totalement divergents de ceux des bureaucrates.

a) le gaspillage bureaucratique et ses conséquences pour l'emploi

La situation actuelle de l'emploi en URSS découle directement de la gestion bureaucratique de l'économie dans son ensemble.

Jusque dans les années 60, le développement s'est fait sur un mode extensif (création de nouvelles entreprises) la campagne soviétique se présentant comme un immense réservoir de main-d'oeuvre. Mais les difficultés permanentes de l'agriculture soviétique font que ce réservoir s'est tari progressivement. D'autres facteurs comme la prolongation de la scolarité et une baisse de la natalité ont amené à une situation de pénurie de main-d'oeuvre et à la nécessité d'assurer le développement ultérieur essentiellement grâce à une augmentation rapide de la productivité (mode intensif de développement).

En 1965, une réforme économique fut lancée par le gouvernement soviétique: elle avait justement pour but d'augmenter la productivité. Un des moyens utilisés a été l'intéressement financier des dirigeants d'entreprises à la réalisation des objectifs de production fixés centralement par le plan à l'entreprise. C'est ce qu'on appelle les stimulants matériels.

En fait, si la réforme a considérablement augmenté les

stimulants matériels des dirigeants des entreprises, elle n'a absolument pas eu l'effet escompté sur l'accroissement de la productivité; en particulier elle n'a absolument pas mis fin à l'énorme gaspillage de matières premières, d'investissements et de main-d'oeuvre qui fondamentalement est lié au fait que le moteur de l'économie reste **l'intérêt personnel** des bureaucrates à tous les niveaux et pas celui des travailleurs dans leur ensemble.

En effet, les bureaucrates qui dirigent les entreprises sur la base du système des stimulants matériels ont tout intérêt afin de pouvoir réaliser plus tranquillement et sans efforts les objectifs prévus par le plan, à maintenir en permanence une réserve de main d'oeuvre ce qui leur permet également de répondre facilement à toute exigence supplémentaire venant des organes de la planification.

D'autres facteurs encore font que les dirigeants ont intérêt à un gonflement des effectifs dans l'entreprise. Ainsi, dans le cadre de la réforme, le fond d'encouragement pour les primes est fixé en fonction du nombre de travailleurs, aussi l'intérêt personnel des dirigeants est de maintenir le nombre de travailleurs à son plus haut niveau.

Tout cela explique la situation actuelle de l'emploi: le manque de main d'oeuvre est actuellement environ de 10%; parallèlement, les réserves «cachées» des entreprises atteignent également plus ou moins 10%.

Il est clair que cette situation est «objectivement» bénéfique pour les travailleurs, au sens où cette pénurie de main d'oeuvre liée au gaspillage bureaucratique fait qu'il n'est pas facile d'exercer une pression sur eux pour changer leur «attitude à l'égard du travail» (comme disent les bureaucrates).

b) la classe ouvrière face à la bureaucratie

Face à la bureaucratie, la classe ouvrière a peu de moyens de faire entendre sa voix et d'exposer ses revendications. En effet, tout le pouvoir de la bureaucratie repose sur l'atomisation systématique des travailleurs. Les différentes organisations — les syndicats en premier lieu — l'énorme appareil policier, le livret de travail, tout vise à développer et à maintenir le contrôle

bureaucratique sur la société, à empêcher toute manifestation collective de mécontentement.

Cette atomisation cette parcellarisation de la classe ouvrière explique fondamentalement que tout le mécontentement se traduise par des actes individuels de résistance passive au niveau de la production: faibles cadences, «absentéisme» très fort, mobilité spontanée importante (chaque année, ce phénomène touche environ 25% de l'ensemble des travailleurs; les raisons principales sont: insatisfaction par rapport au salaire, aux conditions de travail et au logement)

La bureaucratie traite tous ces problèmes en termes de «déviances» et de «violations de l'ordre légal et de la discipline du travail» qui doivent être réprimés.

On prête à un ouvrier soviétique cette remarque significative «Ils peuvent lancer des campagnes, faire tout ce qu'ils veulent, mais ils ne nous feront pas travailler plus dur. Le droit de ne pas travailler dur est probablement notre seul droit».

De fait depuis la réforme économique de 65 s'est révélée totalement inefficace pour modifier l'attitude de la classe ouvrière et permettre un accroissement rapide de la productivité; ce d'autant que les primes d'intéressement introduites en 1965 ne représentent en fait que 1,5% du salaire d'un ouvrier, alors qu'elles représentent 30% du salaire d'un cadre!

c) les solutions de la bureaucratie

Depuis 70, vue l'inefficacité des premières réformes de 65, la bureaucratie a fait porter ses efforts, sur ce qu'elle appelle pudiquement une «utilisation plus rationnelle des ressources de main d'oeuvre». Ce problème, elle l'a posé en cherchant à faire coïncider **l'intérêt matériel des dirigeants d'entreprises** avec une réduction des effectifs; autrement dit, elle a cherché de nouveaux systèmes de stimulants matériels pour inciter les directeurs à libérer les «réserves de main d'oeuvre» et à utiliser «plus rationnellement» les travailleurs restants.

Parmi les diverses expériences menées, celle du trust chimique de SCHEKINO est la plus significative: dans cette entreprise, le fond des salaires a été fixé indépendamment du nombre d'ouvriers; le résultat ne s'est pas fait attendre: en 5 ans, 1300 postes de travail ont été supprimés (soit environ 20% des effectifs) quant à la production elle a

L'emploi dans les pays de l'Est

cru de 135 %. Aujourd'hui le système de Schekino a été étendu à 700 grandes entreprises. Cette expérience en elle-même a eu peu de conséquences sur l'emploi des travailleurs car les dirigeants avaient pris toutes les mesures permettant de reclasser des travailleurs dont le poste était supprimé ; de plus, elle s'est déroulée dans une situation générale de pénurie de main d'œuvre. Mais la grande publicité faite autour a aussi valeur d'avertissement en direction de la classe ouvrière : elle doit changer son « attitude à l'égard de la production » car bientôt, seuls les travailleurs les plus qualifiés et les plus « productifs » pourront trouver un bon emploi.

la bureaucratie et les cadences

Au retour d'un voyage à Togliattigrad, où une usine FIAT a été construite, le secrétaire de la CGIL (principal syndicat ouvrier italien), Mario Bido a déclaré :

« Le projet tout entier a été réalisé sur la base des plans préparés et supervisés par des techniciens de la Fiat... non seulement l'équipement technique mais aussi l'organisation du travail est du type Fiat... Il est impossible de distinguer l'organisation administrative tant pour ce qui est des conditions de travail que de la priorité absolue donnée à la productivité, de celle de l'usine de Turin. A Togliattigrad ils ont adopté non seulement les machines occidentales mais également les méthodes d'organisation. Pour avoir un minimum d'équilibre un tel système présuppose au moins l'existence d'un puissant syndicat. Mais actuellement une telle force n'existe pas, ni en URSS, ni dans les autres pays de l'Est ».

De fait, la généralisation de telles mesures à un très grand nombre d'entreprises poserait le problème des licenciements et des reclassements dans des termes tout à fait différents.

Un autre point important qui touche directement la classe ouvrière est le débat autour de la suppression de l'obligation qui est faite actuellement au directeur d'entreprise d'assurer le

reclassement du personnel licencié. Actuellement, les directeurs d'entreprises exercent une très forte pression pour que soit supprimée cette obligation qui est présentée comme un des principaux obstacles à une politique « efficace » de l'emploi. Le reclassement serait pris en charge par le Comité d'Etat pour l'utilisation des ressources du travail. Cela aussi a pour but de rendre la classe ouvrière plus docile.

Cette mesure n'est pas encore adoptée, elle a même peu de chances de l'être dans l'immédiat. Non pas que la bureaucratie ne souhaite pas ou doute de l'efficacité d'une telle mesure, mais elle sait que cela impliquerait une attaque frontale contre la classe ouvrière ; ce qu'elle veut éviter avant tout.(1) D'où le rôle de tampon qu'elle se voit forcée de jouer entre les courants partisans d'une rationalisation à tout prix, c'est-à-dire essentiellement aux dépens de la classe ouvrière et la classe ouvrière n'est certes pas prête à subir sans réagir la remise en cause d'un des derniers acquis qui lui restent : la sécurité d'emploi.

C'est cela fondamentalement qui explique l'attitude largement hésitante et contradictoire de la bureaucratie dans le domaine de l'emploi.

Par contre, la bureaucratie a pris un certain nombre de mesures visant à « modifier l'attitude de la classe ouvrière à l'égard de la production ». D'une manière plus générale, la bureaucratie cherche à subordonner étroitement la croissance des salaires à celle de la productivité, en limitant de plus en plus les augmentations automatiques de salaires. Aussi dans un rapport officiel on peut lire :

« Dans le quinquennat en cours, la moitié seulement des augmentations de salaires viendra de l'introduction du nouveau tarif des salaires, des traitements et autres modes de rémunération ; l'autre moitié sera obtenue par les ouvriers et les employés dans les succès de production ».

En tous cas depuis le début du 9^o plan, on a assisté à un net ralentissement dans la progression des salaires : 5 % par an entre 65 et 70, mais seulement 3,7 % en 73, 3,6 % en 74. En 71, un ouvrier ne touchait en roubles, pour 1 % d'augmentation

de la productivité que 1/3 de ce qu'il touchait en 68.

Nous sommes loin des bons sentiments et de l'harmonie qu'ont fait semblant de découvrir à chaque pas les reporters de la V.O.

Un bureaucrate soviétique déclarait cyniquement :

« On ne peut rendre les gens heureux en décidant sans eux, pour eux... Ce qui est important, ce n'est pas seulement ce qui est planifié mais aussi qui planifie et le premier dépend largement du second. Il est urgent de se mettre d'accord pour savoir si le collectif de l'entreprise n'est qu'un objet de la planification ou s'il n'est pas aussi le sujet de la planification » (Secrétaire du Parti de Tambov, cité dans Novy Mir, 5.1972, page 197).

les flics et les psychologues à l'usine

• Les flics d'abord.

« Les fonctionnaires de la police visitent l'entreprise systématiquement. Ils mènent des enquêtes sur les violations de l'ordre légal dans notre entreprise »
Izvestia du 9.8.72

« Les services du procureur du district de Sverdlovsk ont vérifié l'état de la discipline du travail dans notre entreprise. Ils ont présenté à la direction un rapport sur les violations de la discipline du travail et de l'ordre public par les travailleurs de l'usine ».

Ibidem

• Et les psycho-sociologues.

« Il faut savoir faire parler ses subordonnés. Un travailleur silencieux représente toujours une énigme et un sujet difficile pour la direction. Mais il n'est pas moins important d'arrêter à temps un subordonné qui parle plus qu'il ne faut ».

Literatournaia Gazeta, 24.5.72

Une chose est sûre en tous cas : jusqu'à présent pour la bureaucratie la classe ouvrière n'a été qu'un « simple objet » de la planification, subissant les contre-coups de l'incurie et de l'incapacité des bureaucrates.

Le jour où la classe ouvrière soviétique apportera une réponse claire à la question de ce bureaucrate anxieux, cette réponse signifiera la fin des bureaucrates.

(1) La bureaucratie dirigeante a tiré les leçons de ce qui s'est passé en Pologne en décembre 1970 : après une hausse brutale des prix de 20 % (sans augmentation des salaires la classe ouvrière s'est soulevée dans plusieurs villes, manifestations, etc.)



le chômage des femmes UN SYSTEME INCAPABLE DE FAIRE FACE

Les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler. En 10 ans leur nombre s'est accru de 1.200.000 et actuellement la progression se fait autour de 150.000 par an, alors qu'elle n'était que de 25.000 entre 1962 et 1968. C'est sans doute le phénomène qui posera le plus de problèmes pour l'équilibre de l'emploi au cours des années à venir.

Deux raisons essentielles à cette arrivée de plus en plus massive des femmes sur le marché du travail : la nécessité économique pour la majorité d'entre elles et la transformation profonde du comportement féminin vis-à-vis du travail qui apparaît de plus en plus comme une activité à part entière et non comme un appoint ou une occupation. Le travail féminin est devenu une réalité sociale irréversible et l'armée de réserve industrielle que les femmes ont toujours constituée, n'obéit plus comme avant au mouvement d'accordéon que lui imposait le patronat. Ceci ne manquera pas d'accentuer les contradictions économiques (difficultés d'intégrer à l'économie l'ensemble de la main d'œuvre féminine) et les contradictions sociales du fait de la remise en cause par les femmes des discriminations dont elles font l'objet et de leur statut d'assistées, de dominées dans tous les aspects de leur vie professionnelle.

Devant cet accroissement spectaculaire du nombre des travailleuses, l'économie capitaliste s'est trouvée incapable de faire face, malgré une croissance économique assez forte : 5,5 % en moyenne au cours des 10 dernières années et 6 % au cours des 3 premières années du 6ème plan.

- le nombre des créations d'emploi (190.000 en moyenne chaque année entre 1970 et 1974) n'a pas suffi, et loin s'en faut à absorber la main d'œuvre disponible : les prévisions du 6ème plan (300.000 chômeurs en 1975 !!!) se sont trouvées infirmées, bousculées avant même que ne se déclenche la récession de 1974.

- même quand des créations d'emploi ont été envisagées, bien souvent elles n'ont pas pu bénéficier aux femmes disponibles parce qu'elles n'avaient pas de qualification adaptée du fait d'une

formation professionnelle archaïque et de surcroît concentrée sur un petit nombre de métiers.

- les restructurations, fusions et fermetures d'entreprises ont touché en grand nombre les populations marginales (dont les femmes) d'abord. Les assauts répétés de la modernisation et de la concentration ont porté des coups très durs à certaines branches comme le textile, à forte main d'œuvre féminine peu qualifiée.

- enfin la crise qui sévit maintenant depuis 6 mois enlève à des centaines de milliers de femmes tout espoir de trouver ou retrouver un travail.

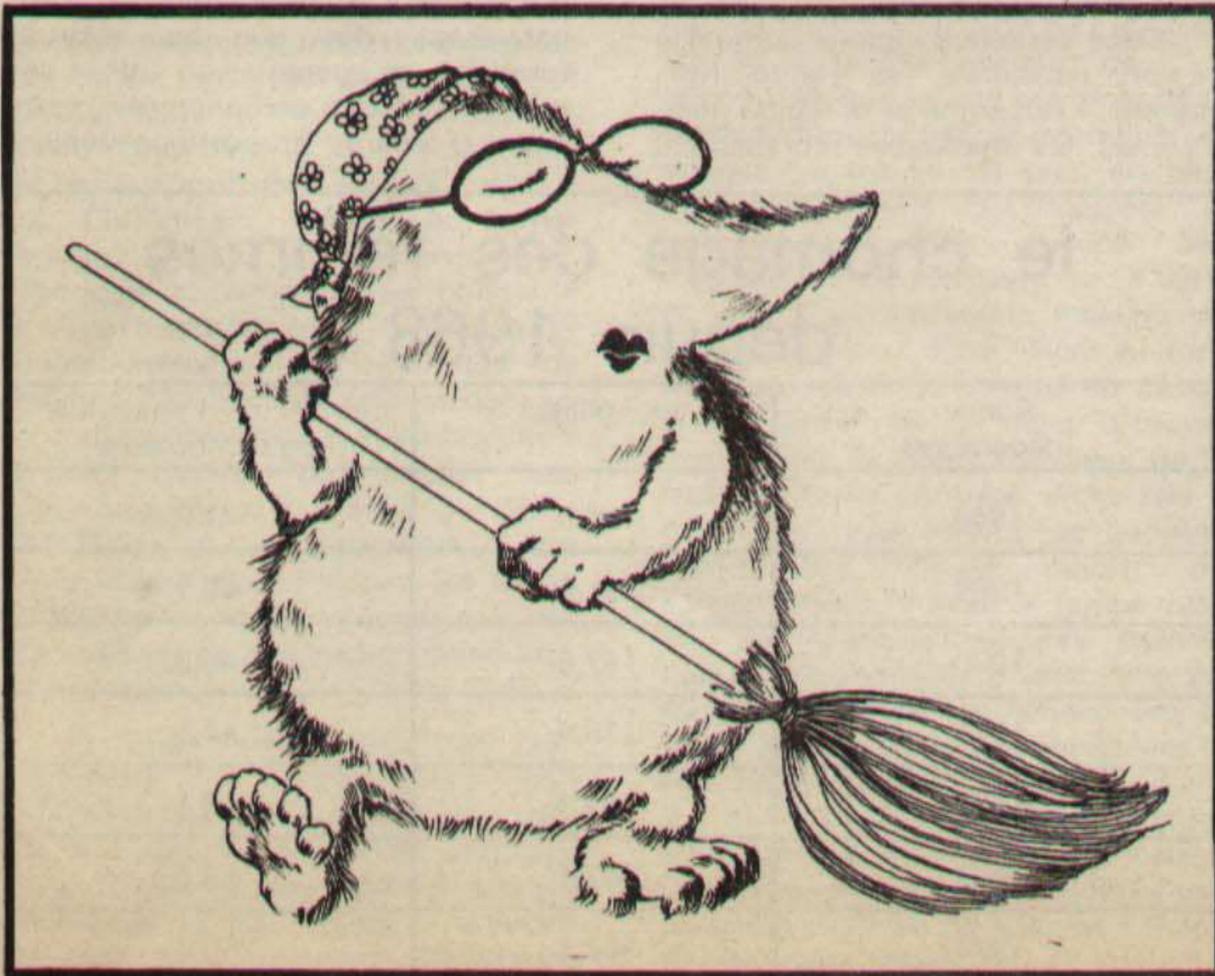
des résultats désastreux

4 fois plus nombreuses qu'en 1968 !

De 101.500 en décembre 1969, les demandes d'emploi déposées par les femmes à l'ANPE sont passées à 378.000 en février 75, soit près de quatre fois plus !

Dans le même temps, la proportion des femmes dans l'ensemble des chômeurs recensés a fortement augmenté, pour atteindre plus de 55 % au mois de septembre dernier. Si cette proportion diminue depuis quelques mois ce n'est pas un signe d'amélioration pour les femmes, mais plutôt le fait que le chômage qui aurait touché les femmes en premier, frappe maintenant les hommes de plein fouet. Cette diminution s'explique aussi parce que l'aggravation du chômage a toujours pour effet de faire sortir du marché du travail toutes celles pour qui travailler n'est pas une nécessité absolue et qui n'ont aucun bénéfice à s'inscrire à l'ANPE : ni sécurité sociale parce qu'elles sont couvertes par leur mari, ni allocations de chômage.

Nul doute que nos gouvernants en tireront argument pour démontrer le recul du chômage des femmes. Astuce statistique de tous ceux qui ont intérêt à le minimiser, mais qui laisse dans l'ombre un volume considérable de sous-emploi total ou partiel atteignant par centaines de milliers des femmes qui voudraient travailler mais qui estiment nulles





leurs chances de trouver un emploi. C'est une partie de cette réalité que l'INSEE traduit dans **Population**

années. De décembre 71 à décembre 74, celles de moins de 25 ans qui attendaient depuis plus de 3 mois sont

le travail des femmes en chiffres

- Un peu plus de 8 millions de travailleurs en 1974
- En 10 ans, 1.200.000 femmes supplémentaires dans l'économie. Actuellement, 150.000 de plus en activité chaque année.
- Plus de la moitié des femmes de 20 à 55 ans sont actives.
- 38,4 % des actifs sont des femmes.
- Entre mars 72 et mars 73, 900.000 femmes sont entrées dans le monde du travail dont 450.000 femmes au foyer qui ont repris un emploi.

marginale disponible à la recherche d'un emploi, (constituée à 80 % par des femmes) et que le recensement en cours pourrait bien chiffrer à 400 ou 500 000 ! Non vraiment, lorsque nous parlons aujourd'hui de 1.200.000 chômeurs réels, ce n'est pas par goût d'exagération pour la propagande mais avec le souci de prendre aussi en compte, en plus des 770.000 chômeurs officiels toute la partie immergée de l'iceberg.

Femmes et jeunes à la fois.

Plus de la moitié des femmes au chômage inscrites à l'ANPE (52,7 % en décembre 74) ont moins de 25 ans contre 38,7 % chez les garçons. Et pourtant parmi les travailleuses, seulement une sur 5 a moins de 25 ans. **Double discrimination** pour celles qui ont la « malchance » d'être femmes et jeunes à la fois. Discrimination parce que jeune, peu qualifiée, sans expérience. Discrimination parce que femme, susceptible de devenir mère et donc moins rentable pour le capital ; parce que femmes formées à l'école des patrons pour des métiers féminins beaucoup moins nombreux et moins qualifiés.

Moins qualifiées, défavorisées par la discrimination, il en découle **un chômage plus long**. Près d'une femme sur deux ne retrouve pas de travail avant 3 mois et une femme sur 5 doit attendre plus de 6 mois. Ceci s'explique non seulement par la pénurie d'offres d'emploi mais aussi par la faible capacité de l'ANPE qui au cours du dernier trimestre 1974 a péniblement placé un chômeur sur 5.

Cette attente pour l'obtention d'un emploi s'allonge chez les jeunes femmes depuis plusieurs

passées de 22 à 29 %. Allongement insensible d'une année sur l'autre mais qui traduit incontestablement des difficultés accentuées, malgré les mérites quotidiennement vantés de l'ANPE.

Un chômage concentré sur quelques métiers.

Vu la formation initiale des femmes axée essentiellement sur les métiers (les moins qualifiés) du tertiaire, il n'est pas étonnant de retrouver une masse de chômeuses chez les employées de bureau ou de commerce : 61 % du chômage féminin se concentre en effet sur les employées alors que celles-ci ne représentent que 28 % de la population active féminine.

Dans certaines régions comme la région parisienne, la Haute Normandie, l'Auvergne et la région midi-Pyrénées, les employées représentent

soit un peu moins, soit un peu plus de 70 % des chômeuses. En Corse cette proportion atteint même 81 %.

Et ce chômage n'est pas le lot uniquement des sans qualification. En effet les employées qualifiées sont nettement plus nombreuses que les non qualifiées. Signe évident de l'aggravation du marché du travail pour toutes les catégories de travailleurs et qui relativise nettement la thèse selon laquelle le chômage est provoqué par le manque de qualification.

Cette concentration du chômage principalement sur les employées est la conséquence logique de la manière dont le capital réparti dans l'économie la main d'œuvre féminine, répartition préparée par le système de formation et d'orientation qui pousse les femmes principalement vers les emplois du tertiaire. On sait que les sections industrielles des lycées et collèges ne sont ouvertes aux filles que depuis 1966 et qu'en 1974 celles-ci ne représentaient dans ces sections que 3 % au niveau des CAP et 8,5 % au niveau des B.E.P..

Une autre concentration du chômage s'opère sur les emplois d'OS et de manœuvre, particulièrement dans les régions où le capital a installé des industries ou des usines exigeant peu de main d'œuvre qualifiée mais beaucoup d'ouvriers et ouvrières spécialisées (textiles, industries électriques et électroniques, mécanique légère). C'est le cas plus particulièrement de la Champagne, de la Picardie, de la Franche Comté, du Nord, de la Lorraine, de l'Alsace et de la Bourgogne. L'automatisation apparaissant, dès que les restructurations s'opèrent ou dès les premiers à coup conjoncturels, cette main d'œuvre, proportionnellement

le chômage des femmes depuis 1968

Année (décembre)	en milliers	en % de l'ensemble des chômeurs
1968	106,5	41,3
1969	101,5	43,7
1970	147,8	45,8
1971	176,9	44,5
1972	202,9	49,1
1973	242,1	52,6
1974	367,4	50,8

**« qualifications »
des femmes demandeurs d'emploi
au cours du 4ème trimestre 1974**

	en milliers	en %
non précisée	2,8	1,0
manoeuvres	34,9	12,3
ouvrières spécialisées	50,1	17,6
ouvrières qualifiées	13,5	4,7
employées non qualifiées	73,3	25,7
employées qualifiées	101,6	35,7
Agents maîtrise et techniciens	4,9	1,7
cadres	3,8	1,3
ensemble	284,9	100,00

plus féminine, est la première touchée. Et si le tissu industriel n'est pas suffisamment diversifié, c'est le chômage à coup sûr parce que les emplois de remplacement ou de reconversion n'existent pas.

l'impasse de la bourgeoisie

Dans l'immédiat les choses ne peuvent que s'aggraver. Les statistiques de février 1975 sont encore plus mauvaises puisque le nombre des demandes déposées par les femmes ont continué d'augmenter en valeur absolue alors que d'ordinaire à cette époque leur nombre diminue du fait de l'insertion progressive des jeunes dans le circuit économique. Rien d'étonnant à cela puisque le nombre des offres d'emploi continue de s'effondrer : 114.200 en février contre 137.500 en janvier dernier. Tactique du patronat pour obliger le gouvernement à pratiquer immédiatement une politique de relance ? Mais quelle relance dans un contexte international aussi bouché ? L'OCDE vient de publier ses prévisions pour la France de 1975 : 2,5 % de taux d'expansion. Il faut donc laisser pour l'instant les lieux d'amélioration au vestiaire des promesses et des beaux discours.

A plus long terme les perspectives ne sont guère plus réjouissantes. Ceux qui se hasardent à faire des prévisions de chômage pour 1980 ne descendent pas au dessous du million de chômeurs, et cela en faisant des hypothèses

dites « optimistes » sur la réduction de la durée du travail à 40 heures par semaine (44 ans après le vote de la loi !). Une inconnue importante demeure en effet, à savoir le comportement des femmes. Une hypothèse faite dans le cadre de la préparation du 7ème plan estime que la suppression de 100 emplois s'accompagnerait du retrait de 67 femmes (soit les 2/3 des emplois supprimés) de la vie active, tout ceci basé sur les observations faites depuis 68. Mais qui oserait assurer aujourd'hui que 2/3 des femmes ne trouvant pas un emploi accepteront de s'enfermer au foyer dans les années 75-80, alors que les nécessités économiques de l'individu ou de la famille risquent de s'intensifier et que le rôle marginal de la femme dans la vie économique et sociale se trouve de plus en plus contesté ? Voilà qui inquiète la bourgeoisie ! Mais aucune des mesures qu'elle envisage ne va dans le sens d'une réduction massive du temps de travail. Elles visent au contraire au retrait du marché du travail d'une partie de la main d'œuvre inemployée et particulièrement de la main d'œuvre féminine. Mais elle a peur que cette fois-ci les gadgets traditionnels (augmentation du salaire unique, travail à temps partiel) ou d'autres mesures comme l'allocation en faveur des femmes élevant un enfant ne fassent pas le poids pour « alléger » sensiblement le marché du travail. Si cela se vérifiait, il lui faudrait alors songer sérieusement à museler une classe ouvrière combative et exaspérée par de longs mois ou de longues années de chômage élevé.

d'autres solutions existent

Il faut le répéter inlassablement. La première de ces solutions c'est la **réduction massive du temps de travail** : la semaine de 35 heures. Certains techniciens de la prévision ont annoncé que pour réaliser l'équilibre de l'emploi (autant d'offres que de disponibilités), toutes choses égales par ailleurs, il faudrait que l'horaire hebdomadaire soit de 35 heures en 1980. Mais, ajoutent-ils cela nécessiterait des « modifications structurelles importantes », c'est-à-dire en clair un affrontement de classe important permettant de mettre en place une telle mesure.

Cette solution a une logique radicalement différente de celle que la bourgeoisie essaie d'imposer par le biais du travail à temps partiel et qui lui permet de masquer le chômage et de consacrer la place de la femme au foyer.

- Nous exigeons aussi l'accès sans discrimination de sexe à toutes les professions, non pas, comme le conçoit le capital, pour mieux exploiter les femmes dans de nouvelles branches ou de nouveaux emplois industriels et en faire une main-d'œuvre de remplacement des travailleurs immigrés, mais pour supprimer les inégalités dans la formation professionnelle et l'emploi. En étant bien conscient que cette égalité dans la profession et l'emploi n'est qu'un leurre si par ailleurs ne s'opère pas une déféminisation des tâches domestiques et de leur prise en charge maximum par des services collectifs gratuits.

- L'abaissement immédiat de l'âge de la retraite est aussi une mesure indispensable pour des centaines de milliers d'hommes et de femmes usés prématurément dans les usines et les bureaux.

- Enfin, tous les chômeurs doivent toucher une allocation minimum égale au SMIG, y compris les femmes qui arrivent pour la première fois sur le marché du travail et pour celles qui cherchent à nouveau à retravailler notamment après avoir élevé leurs enfants.



« CE N'EST PAS D'AUJOURD'HUI »... (un livre de M. Collin)

Decevant, le livre de Madeleine Collin l'est par bien des aspects !... C'est pourquoi, si nous avons tenu à en faire ici la critique, nous nous sommes en même temps refusés à en respecter le cadre (travail salarié des femmes et « droits économiques »), la question du travail salarié des femmes ne pouvant pas, à notre avis, être dissociée du problème de la famille.

« Parce que nous avons délibérément choisi de nous limiter, dans cet ouvrage, aux luttes des travailleuses pour leurs droits économiques, il ne faudrait pas laisser à penser que celles-ci sont étrangères aux autres aspects de la lutte des femmes pour leur émancipation, la démocratie et le socialisme ».

Sans doute !... Pourtant, ce lapidaire rappel final, nous nous refusons à l'accepter. Car de fait, dans son ouvrage, Madeleine Collin s'est employée à **désamorcer tout l'aspect explosif, corrosif** que contient la lutte des femmes contre leur oppression et exploitation sous le capitalisme.

Ce fait, une phrase suffit à le résumer on ne peut mieux : à la question « Alors féministe la CGT ? », Madeleine Collin répond : « **J'accepte l'épithète si on s'en tient à l'honnête et simple définition du petit Larousse : « féminisme : tendance à améliorer la situation de la femme dans la société, à étendre ses droits ».** Alors oui, la CGT est féministe ».

Tout est dit ou presque, et Madeleine Collin pourra dès lors conclure : il s'agit de ne pas négliger « une catégorie importante de travailleurs », « sans laquelle ne pourra se réaliser le grand rassemblement populaire indispensable aux changements politiques nécessaires à la transformation de la société »... Et ne pas les négliger, c'est militer à les gagner électoralement... **Comme il y a les cadres, les PME... il y a les femmes !**

Cette conclusion, tout le livre de Madeleine Collin l'impose... En ne s'attachant à mener la bataille que sur un point : « Le travail hors de la sphère domestique crée les conditions pour la libération des femmes », tout en se refusant à analyser l'imbrication étroite qui existe entre le mode de production capitaliste et la structure familiale (comme institution spécifique qui lui correspond), Madeleine Collin se trouve réduite à ne plus énumérer les améliorations arrachées dans la lutte au patronat que comme on compte ses sous : un à un !

Ce refus d'aborder le problème de la famille n'est pas neutre. Il faut dire ici que, s'en tenant au **Manifeste Communiste** (écrit à une époque où le capitalisme jettait massivement les femmes et les enfants sur le marché du travail, semblant conduire ainsi à l'éclatement complet de la « famille »), les réformistes staliniens s'attachent à se poser en défenseurs d'une famille que le capitalisme détruirait.

Pourtant, si l'on peut reprendre Engels qui expliquait que **l'émancipation de la femme n'est devenue possible que « dans la grande industrie moderne » qui « exige » le travail des femmes à une échelle de masse et qui tend de plus en plus à « transformer le travail domestique en une industrie publique »**, il nous faut cependant nous interroger plus avant sur la nature de ce « travail des femmes » en système capitaliste, sur les caractéristiques de ce travail, notamment celles qui découlent directement du rôle assignée à la femme

au sein de la famille.

Le travail des femmes sous le capitalisme

Avec le capitalisme, se produit la première grande séparation entre le **lieu de la production** (qui se concentre pour se fondre en de grandes unités industrielles) et le **lieu de la reproduction de la force de travail** (qui englobe la reproduction des hommes eux-mêmes ; l'entretien, la réparation de la force de travail : alimentation, soins, etc...).

Cette séparation, couplée à l'élimination massive des femmes de leurs métiers traditionnels (1) implique une **division nouvelle du travail**. La femme se voit assigner comme **tâche première** (au sein de la famille (2)) **l'entretien et la reproduction de la force de travail** ; tâche considérée comme « privée », « naturelle », ne relevant pas de la sphère économique. C'est avant tout ici qu'il faut situer les nouvelles délimitations de « l'infériorité » des femmes sous le capitalisme.

La Révolution Française mettra les choses au clair : « Quel est le caractère propre à la femme ? Les mœurs et la nature lui ont assigné ses fonctions : commencer l'éducation des hommes, préparer l'esprit et le cœur des enfants aux vertus publiques, les diriger de bonne heure vers le bien... ». Dès lors, la notion d'« amour maternel », peu invoquée selon E. Sullerot jusqu'à la fin du 18^e siècle, apparaît en force. L'éducation de l'enfant reviendra désormais à la famille (du moins pour les premières années de la vie), c'est-à-dire essentiellement à la mère.

Pour Evelyne Sullerot, «... ce présent exclusif de l'éducation des enfants à la mère... contribuera à écarter les femmes toujours davantage de la société technicienne, scientifique et industrielle en développement. Il les rendra toujours plus dépendantes économiquement de l'homme, et par conséquent vulnérables et fragiles dans le rude monde du travail qui fait sa mue sans les consulter, sans leur réserver de place. Il ne les laissera venir à lui que

dans la mesure où elles seront taillables et corvéables à merci »

Main d'œuvre de réserve

La situation des femmes dans la famille permet aux patrons de bénéficier de leur travail domestique, non rémunéré ou rémunéré partiellement et de façon indirecte à travers le salaire du « chef de famille ». Le capitalisme renforce ainsi leur lien de dépendance économique, ce qui lui permet de mieux jouer à la baisse sur les salaires et de placer en même temps les femmes en position de **main d'œuvre de réserve, appelée à travailler dans les périodes de fort développement économique. Le salaire est dès lors lui-même considéré comme « salaire d'appoint ».**

Ainsi déqualifiées par leur passage dans la famille, les femmes ne seront appelées, dans le monde du travail salarié, qu'aux besognes les plus ingrates, les plus mal payées, les moins stables, dont l'avenir est le plus souvent bouché. **Trois fois plus fréquemment au chômage que les hommes, elles**

DES METIERS CONS ?
COMMENT DES METIERS CONS ??
ET MA FEMME L'AUTRE SOIR,
ELLE AVAIT L'AIR CON
PEUT ETRE ??



seront les premières licenciées pour cause de réduction de personnel ou pour cause de fermetures d'entreprise ! Or Madeleine Collin est malheureusement peu prolifique sur ce problème. Trop appliquée à ne souligner que l'importance de la présence des femmes dans le monde du travail salarié, elle en oublie de voir que **le type d'emplois couramment proposé aux femmes tend à les renvoyer le plus directement possible à l'image même de leur rôle familial** (infirmières, assistantes sociales ; emplois administratifs secrétaires, vendeuses... ou tous emplois n'impliquant que des gestes répétitifs). Mais là encore : silence ! Madeleine Collin préfère s'en tenir à des généralités (qui n'éclairent rien) sur « l'injustice sociale » et « l'injustice des injustices qui frappe les femmes ».

L'expérience des pays de l'Est

Pourtant, on ne peut prétendre, comme le font généralement les réformistes-staliniens que la présence massive des femmes dans le monde du travail salarié et le développement des équipements collectifs suffisent à asseoir les conditions de la libération des femmes, de l'égalité homme-femme.

L'expérience de la Russie et des pays de l'Est est là pour le vérifier. Si le système économique des pays de l'Est est autre, basé sur la planification et non sur les lois de la concurrence capitaliste, il n'en demeure pas moins que cette planification bureaucratique, substituée aux libres décisions prises sur la base de l'auto-organisation des travailleurs, implique du coup le besoin de maintenir des structures fermes d'encadrement, de coercition. Dans les pays de l'Est, la famille en est une... et les conséquences sur la place et le rôle des femmes ne manquent pas d'apparaître.

Le principe « à travail égal, salaire égal » est appliqué en URSS. Pourtant en 1966, on constatait que l'ensemble des salaires féminins ne représentaient que 69,3 % de celui des hommes (contre 64,4 % en 1929) alors même que les femmes sentent un peu plus de 50 % de la population active. Quelle conclusion en tirer dès lors sinon que lement les femmes en Russie sont moins qualifiées que les hommes ! On ne s'étonnera plus, du coup, d'apprendre qu'il n'est pas rare d'entendre dire qu'une femme est mère, épouse, etc... avant d'être ouvrière, médecin, ingénieur...

D'ailleurs, un article récent, paru dans **Antoinette de mars 75** (journal femme de la CGT) sur les femmes en RDA nous confirmera qu'il ne s'agit pas de bavures :

Sous le titre « **Epouse, mère, femme d'abord** », on peut lire entre autres : « En RDA, nous ne nous sommes pas d'abord attaqués au problème de la famille. Nous avons attaché une importance fondamentale à la position de la femme dans la société », « il nous reste de grands pas à faire pour réaliser l'égalité de l'homme et de la femme au sein de la famille ».

Voilà qui est bel et bien dit... et le titre de l'article (« Epouse, mère... ») n'a plus besoin de longues explications. Mais cela ne fait que renforcer notre opinion sur l'aspect négatif de la démarche adoptée par Madeleine Collin. La famille dans les pays de l'Est reste fondamentale, elle est en quelque sorte le cache-sexe de la bureaucratie... et de la « pénurie ». Le fait qu'on en soit encore à insister lourdement sur la nécessité d'une législation spéciale pour préserver les femmes, que l'on en reste à des slogans du type : « **Ne faites pas le ménage aussi bien que possible, mais autant que possible** », traduit bien l'impossibilité d'avancer vers la libération des femmes quand on prétend dissocier la position de la femme dans la société du problème de la famille. En effet, autant nous comprenons combien, en système capitaliste, une législation « protectrice » (notamment par rapport à la maternité) est à la fois une nécessité le plus souvent ressentie comme vitale (double journée de travail, etc...) et un handicap certain... Autant en pays socialistes, ou dits socialistes, les problèmes devraient se poser différemment : c'est-à-dire non point simplement en terme de « législation » (sans passer bien entendu sur son importance primordiale, de base) mais bien plus profondément en termes de réappropriation par l'homme et la femme de leur travail, des fruits de leur travail, de leurs destinées.

« **Pas de révolution socialiste sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans révolution socialiste** »... tout ce que recèle ce slogan, Madeleine Collin l'expurge ! « Ce n'est pas d'aujourd'hui... » nous répète-t-elle ! Mais son refus de rendre compte de tous les aspects de la lutte des femmes, son empressement à dresser de nouvelles couronnes de fleurs à la famille, sa légèreté sur une question comme l'avortement, son insistance stérile à opposer syndicalisation des

femmes et mouvement autonome des femmes... la conduisent à ne plus faire appel qu'à la confiance béate des femmes en « une société (qui) devra apporter une solution harmonieuse à toutes ces questions ». L'histoire de la lutte des femmes travailleuses, Madeleine Collin l'a vidée au maximum. Le chemin parcouru ne ressemble plus dans son livre qu'à celui d'un petit poucet qui a semé des cailloux... ou bien encore à un enterrement de première classe !

(1) Dès le 14ème siècle, la situation des femmes subira d'importantes détériorations (apparition du capitalisme marchand). Avec la révolution industrielle on assistera à une exclusion massive des femmes de leurs métiers traditionnels et de leurs productions domestiques. Parallèlement le salaire des femmes qui travaillent (et elles sont nombreuses !) reflètera ce recul : « Dans le haut Moyen âge, les salaires féminins et masculins... n'accusaient pas de différences scandaleuses, dès le 14ème siècle, on voit un écart se creuser. A la fin du 14ème siècle, la femme gagne 3/4 de ce que gagne l'homme... Au 16ème siècle la journalière ne gagne plus que les 2/5 de ce que gagne le journalier » (Evelyne Sullerot : Histoire et sociologie du travail féminin).

(2) Sous le capitalisme, la famille s'est fondamentalement transformée. Le capitalisme, en faisant éclater les petites unités productrices, en jettant par larges vagues sur le marché du travail une main d'œuvre dépossédée de ses propres moyens de production, a parallèlement fait éclater la famille, cette famille large qui comprenait la descendance sur plusieurs générations, à la verticale et à l'horizontale (parents, grands parents ; frères, sœurs, oncles...);

Justice
et
occupations

JUSTICE ET

Juin 36 : pour la première fois en France, par centaines de milliers, des travailleurs occupaient leur usine. Cette forme de lutte pratiquement inédite fit sensation ; elle se répandit comme une véritable traînée de poudre...

Pour la classe ouvrière ces occupations étaient d'abord une arme efficace. En restant dans leurs entreprises, les grévistes empêchaient le patron de remplacer son personnel par des jaunes ; ils se dotaient également d'une solide base d'appui pour l'action, renforçant ainsi leur cohésion et leur organisation.

Mais, au regard du Code Civil, elles étaient une atteinte au droit de propriété, droit sacro-saint en système capitaliste.

D'entrée de jeu, la bourgeoisie, étouffant d'indignation, prit-à partie le chef de gouvernement : le socialiste Léon Blum. Il fut sommé de se prononcer. Ce qu'il fit le 6 Juin :

« On m'a demandé si je considérais ces occupations d'usines comme quelque chose de légal (...) Je ne les considère pas comme quelque chose de légal (...) Ces occupations ne sont pas conformes aux règles et aux prin-

cipes de la loi civile française ».(1)

Ainsi, en pleine vague de grèves, Blum arrivé au gouvernement depuis 2 jours, se croyait obligé de donner raison aux députés de droite : oui, en occupant leur usine, les ouvriers violaient la loi...

FALLAIT-IL EMPLOYER LA FORCE ?

Mais, faire respecter des lois faites par et pour la bourgeoisie



OCCUPATIONS D'USINES

quand 2 à 3 millions d'ouvriers occupent leurs usines, ce n'est pas si simple. Sarrault, le prédécesseur de Blum, qui avait assuré la responsabilité du gouvernement provisoire jusqu'à son entrée en charge en avait fait l'expérience :

« Fallait-il employer la force ?... A ce moment, j'ai eu des entretiens avec les patrons...je leur ai fait poser la question par monsieur Frossart : « Voulez-vous qu'on essaie l'évacuation par la force ? » Les patrons ont tout de suite déclaré : « Non, surtout pas cela...pas d'usage de la police...nous risquons le conflit sanglant...c'est du sang qui rejillira sur nous et cela nous interdira peut-être de reprendre la direction de nos usines ».(2)

Ainsi, avec une appréciation tout à fait lucide de ses intérêts, la bourgeoisie préféra - tant que le mouvement gréviste conserva sa puissance - faire le gros dos et laisser passer l'orage, en laissant le Code civil provisoirement au vestiaire.

Ce n'est qu'après la fin de la grève générale, quand elle vit que le rapport de force avait évolué en sa faveur, qu'elle passa à la contre-offensive. Au Sénat, le 7 juillet, des sénateurs demandèrent au ministre de l'intérieur socialiste, Salengro, de donner des garanties pour qu'à l'avenir de semblables choses ne se reproduisent plus :

● **M. Bienvenu-Martin** : Il ne faut pas que ce grave débat se termine par une équivoque (Applaudissements) Comme j'avais l'honneur de le dire il y a un instant, nous considérons que l'une des atteintes les plus graves à l'ordre public est l'occupation des usines.

● **Plusieurs Sénateurs** : Et des fermes.

● **M. Bienvenu-Martin** : Et des fermes, bien entendu. Je demande à monsieur le ministre de l'Intérieur si nous sommes d'accord. Il en résultera que si des occupations d'usines venaient à se produire, on ne les tolérerait pas. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs).

● **M. Salengro, ministre de l'intérieur (socialiste)** : à la question posée par M. Bienvenu-Martin, j'ai entendu répondre de

la façon la plus nette (Exclamations et protestations). La réponse qu'il attend de moi, je la lui apporte. Le gouvernement est résolu à assurer l'ordre public. Il entend mettre un terme aux pratiques, d'où quelles viennent qui le troublent. Si demain, des occupations de magasins, de bureaux...



● **Plusieurs sénateurs** : D'usines...

● **M. Salengro, ministre de l'Intérieur (socialiste)** : ...D'usines...

● **Plusieurs sénateurs** : De fermes...

● **M. Salengro** : Le Sénat voudra bien reconnaître que je fais un effort pour mettre un terme à l'équivoque. Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés saurait y mettre un terme.»

3 mois plus tard, Salengro passait des paroles aux actes : le 7 octobre, pour la première fois la police intervenait pour expulser des grévistes à Paris dans le 15^{ème} arrondissement.

Ces gages donnés à la bourgeoisie ne suffirent pas à sauver le gouvernement Blum, qui chuta un an plus tard. Pour mettre les choses tout à fait en ordre, on constitua une commission de « spécialistes » juridiques pour statuer sans appel

sur les occupations d'usines : après des mois et des mois de réflexion et de travail, ils les déclarèrent définitivement illégales...

Ainsi l'occupation des usines — moyen de lutte légitime des travailleurs — constituait de toute évidence une sérieuse entorse à la législation bourgeoise. Mais la bourgeoisie avait commencé par considérer l'état du rapport de forces entre les classes, avant de décider s'il était opportun ou non de faire respecter ses lois !...

UNE PROCEDURE EXPEDITIVE

Après avoir pratiquement disparu des luttes sociales pendant près de 40 ans, la grève avec occupation refit une apparition triomphale en mai 68. Cette fois-ci les grévistes étaient 10 millions, c'est-à-dire 3 à 5 fois plus qu'en 36 !

Là encore, menacé dans son existence même, le gouvernement ne jugea pas le moment propice pour assurer par la force le respect de la propriété privée ! Il attendit que le torrent rentre dans son lit, aidé en cela par la capitulation du PCF et des directions syndicales.

Mais, au lendemain de Mai 68, soucieux de voir les travailleurs perdre la mauvaise habitude d'occuper leurs lieux de travail, la bourgeoisie chercha à donner les meilleurs moyens de la réprimer.

Ce fut d'abord en « perfectionnant son système législatif : la loi du 8 juin 1970 complète l'arsenal répressif déjà en vigueur. On connaît surtout de cette loi scélérate le fameux article « anti-casseurs » (a. 314). Mais il faut savoir qu'elle contient en plus toute une série de dispositions se rapportant à la séquestration des patrons et à « l'occupation illégale des locaux affectés aux services publics et administratifs ».

Ces dispositions ne concernaient officiellement que les services publics et les administrations. La bourgeoisie ne s'était pas sentie les reins assez solides pour inclure dans cette loi une interdiction explicite de toutes les occupations de locaux.

Mais elle trouva le moyen de contourner l'obstacle, en instaurant

Justice et occupations

une pratique systématique et généralisée de recours au **juge des référés**.

Le scénario est désormais bien connu. On l'a vu se reproduire des centaines de fois : le patron s'adresse au juge des référés qui est le Président du Tribunal de grande instance, et lui demande d'**ordonner** l'évacuation des locaux, si besoin est avec **le concours de la force publique** (autrement dit : la police).

La procédure est expéditive. Alors que d'autres procès durent des années, le jugement est ici rendu en urgence. Il a fallu deux ans pour obtenir la réintégration de Guy Robert, militant CFDT, de la Saviem de Caen ; il a fallu 6 ans pour que Fleurance, délégué aux Aciéries du Forez obtienne gain de cause. Mais c'est en quelques jours que le tribunal peut décider de faire expulser des grévistes par les flics...

DES JUGES QUI REPUGNENT A JOUER LES CHIENS DE GARDE

Sept ans après 68, la bourgeoisie n'a toujours pas réussi à décourager les travailleurs d'occuper leurs usines. Elle voulait gommer cette forme de lutte de la conscience ouvrière. Elle s'est heurtée aux réalités de la lutte des classes.

La période ouverte par Mai 68

n'est pas (à la différence de celle qui suivit 36) une période de reflux, mais au contraire de **radicalisation** pour la classe ouvrière : les occupations d'usine, loin de disparaître, se sont multipliées, au point d'être perçues non seulement comme légitimes, mais presque comme banales par des masses de travailleurs. En même temps s'est développée une crise sociale qui a affecté profondément les institutions qui paraissent les piliers les plus inébranlables de l'ordre bourgeois : l'école, l'armée, la **justice**...

Dans ce contexte, il était inévitable qu'au sein même de la magistrature, des résistances apparaissent à jouer le rôle inconfortable de simples auxiliaires du patronat et qu'elles se cristallisent en particulier sur les occupations d'usines.

Les résistances viennent, en premier lieu, des magistrats syndiqués. Réunis en Congrès en novembre 1972, le Syndicat de la Magistrature constatait que le **« droit de propriété compromet l'exercice d'autres droits tout aussi légitimes »**. Et de conclure que **« la grève avec occupation n'est qu'une modalité du droit de grève et que le juge a le devoir de reconnaître la licéité du principe de l'occupation »**. On imagine sans peine le retentissement qu'eurent de telles déclarations...

Mais elles restaient encore des prises de positions « idéologiques », qui n'avaient pas officiellement de conséquences directes dans l'acte de

juger. Depuis, le pas a été franchi et les réticences des juges de référés à jouer le rôle de simple courroie de transmission entre le patron et la police sont apparues publiquement, prenant des formes plus ou moins radicales, selon les cas.

Citons quelques unes des « ficelles » utilisées :

- le juge **retarde l'échéance** en commençant par désigner un expert, avant d'examiner la requête d'expulsion du patron et d'y faire droit (une trentaine de décisions de ce genre ont eu lieu à Paris). L'expert



est chargé de rechercher les causes exactes du conflit, de prendre contact avec l'Inspection du travail, de réunir les protagonistes, proposer des solutions... En cas d'échec de l'expert l'expulsion, ainsi retardée, est néanmoins ordonnée.

- le juge **se déclare « incompetent »**, en considérant qu'il n'y a aucune urgence qui puisse fonder un arrêté d'expulsion. Il peut arguer par exemple que la grève dure déjà depuis quinze jours, qu'elle a été votée par la majorité du personnel, qu'il n'y a eu aucune déprédation, etc...

- Il peut aller plus loin en déclarant explicitement comme le juge des référés de Grenoble : **« l'occupation d'ateliers ou d'usines n'est pas illicite en soi, bien qu'elle porte atteinte au droit de propriété de l'employeur »** (affaire UGINAC 5.4.74).

- le jugement en référé rendu le 24 février 75 à propos de la grève d'Everwear est, lui aussi, intéressant : le juge a ordonné l'évacuation de l'usine par... le seul





militant pris en flagrant délit !
Résultat : non seulement l'occupation a continué de plus belle, mais, le lendemain, les travailleurs ont décidé en assemblée générale de reprendre la production...

• une autre affaire qui s'est déroulée à Grenoble en octobre 74 donne un exemple savoureux d'une utilisation favorable à la classe ouvrière des textes de loi : le patron de la société Becton Dickinson dont les ouvriers occupaient l'usine avait bien cru prendre toutes ses précautions. Pour éviter que le juge se réfère, comme à Everwear, aux principes du Code civil qui interdisent aux juges de prononcer des décisions générales applicables aux salariés non convoqués devant eux, il n'avait pas hésité à convoquer à l'audience 94 des salariés grévistes (en indiquant leur nom, leur prénom et leur adresse) ! Le juge l'a tout de même débouté de son action, avec trois arguments principaux... qui ne manquent pas de sel :

1) Les assignations (convocations) n'avaient pu être remises à 37 travailleurs en main propre **dans l'usine qu'ils occupaient** (les travailleurs n'avaient pas laissé entrer les huissiers chargés de les remettre !). Ces assignations leur ayant été données **en dehors de l'usine**, le juge a donc considéré que la procédure d'expulsion ne les concernait pas...

2) Les assignations étaient si nombreuses que des malades, des non-grévistes et des grévistes non-occupant en avaient reçu. Le juge a donc constaté que la liste des occupants établie par le chef du personnel était inexacte.

3) Enfin (c'est sans doute l'argument le meilleur) il a gravement constaté que **« 87 des 94 salariés étaient actuellement dans l'enceinte du Tribunal et que la société ne rapportait pas la preuve de l'occupation par eux »**. Autrement dit : on ne peut pas les expulser en les accusant d'être dans l'usine, en train d'occuper leur locaux, puisqu'ils sont ici, dans la salle du Tribunal... il fallait y penser !

POUR CONCLURE

Ces exemples montrent comment la crise qui existe au sein de la magistrature peut avoir des répercussions directes sur les luttes des

travailleurs. Il s'agit de les comprendre et de savoir les utiliser.

Mais cela implique de préciser immédiatement plusieurs choses :

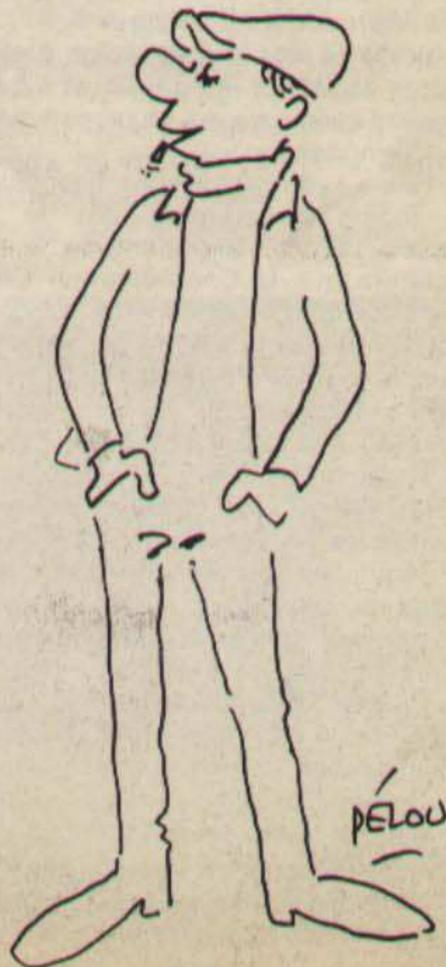
1) Si ces manifestations de résistance dans la magistrature se sont développées dans la période récente, elles restent **limitées** et exceptionnelles dans les formes avancées citées plus haut.

2) Du point de vue des travailleurs, il faut donc éviter toute valorisation excessive de l'aspect juridique des choses. La question centrale reste celle du **rapport de force** que les travailleurs sont capables de développer. Plus la lutte sera massive, résolue, appuyée sur une solidarité importante, et plus tel ou tel juge hésitant sera porté à un jugement favorable. Même si la décision d'expulsion est prise par le Tribunal, cela ne signifie pas nécessairement qu'elle sera appliquée. Là-encore, le rapport de force intervient : il n'est pas indifférent que les travailleurs acceptent de leur plein gré de quitter la place, ou qu'ils aient fait savoir à **l'avance** qu'ils ne se laisseront pas déloger sans résistance.

A Lip, par exemple, c'est en plein milieu des vacances, lâchement, un 15 août, que la police fit évacuer l'usine en misant sur une absence de riposte du mouvement ouvrier. La riposte eut quand même lieu et elle fut imposante. Mais aujourd'hui, avec le recul, on peut se poser la question : si dans des centaines d'usines, les travailleurs avaient déposé dès la décision du tribunal un préavis de grève, comme l'avaient fait plusieurs usines à Besançon (« si la police intervient à Lip, nous débrayons »), la police serait-elle intervenue ?

A Rateau aussi, la décision d'expulsion avait aussi solennellement été prise par le Tribunal. On se rappelle qu'elle n'a jamais été appliquée...

En fait, dès qu'une occupation d'usine est décidée, se pose d'emblée la question : quelle attitude par rapport à une éventuelle expulsion par la police ? la réponse n'est évidemment pas de s'en remettre au hasard d'une décision favorable du Tribunal, mais de préparer **dès le début** les travailleurs à cette éventualité, en mettant le problème de l'**autodéfense ouvrière** à l'ordre du jour.



**C
f
t**

notes sur la cft

Un livre vient de paraître sur les milices patronales à Peugeot (1) démontrant clairement l'organisation des commandos qui, à St Etienne en avril 1973, attaquèrent le piquet de grève gardant l'usine Peugeot.

Ces commandos ne sont pas particuliers à Peugeot, ils règnent, en particulier dans l'industrie automobile et leur couverture légale est le « syndicat » CFT.

Par ailleurs, le Congrès extraordinaire de la CFT, réuni à Paris le 27 avril 75, a

vu un renversement de majorité. SIMAKIS n'est plus secrétaire général, les hommes forts sont désormais Auguste BLANC et Nicolas FIORENTINO, dirigeants du « Syndicat national de l'automobile CFT ». Ce changement est la sanction de l'échec de la bataille pour la représentativité menée par Simakis.

(1) Claude Angeli et Nicolas Brimo: « Une milice patronale : Peugeot » (François Maspéro, Editeur).

UN PEU D'HISTOIRE

Mais avant, il faut rappeler brièvement l'histoire de la CFT. Dès 1947, apparaissent divers « syndicats indépendants » qui refusent l'intégration à FO (cette dernière vient de scissionner d'avec la CGT). A l'origine de ces « syndicats » on trouve deux courants. D'une part, il y a de nombreux ex-collabos, issus de la CFT d'avant-guerre et partisans de la « Charte du Travail » de Vichy. D'autre part, se retrouvent « équipes ouvrières » du RPF : aux 1ères assises du RPF à Marseille, en avril 1948, Jacques Baumel, alors responsable du travail ouvrier, traite FO d'imposture et déclare :

« Si les ouvriers français ont quitté la CGT après les grèves de novembre, c'est qu'ils n'ont pas voulu se battre pour les beaux yeux de M. Frachon. Mais ils ne veulent pas non plus se battre pour le gros ventre de M. Jouhaux ».

Et la « motion syndicale » de ces assises appellent les gaullistes « à militer dans les syndicats qui se revendiquent de l'indépendance ».

Ces « syndicats » sont financés, plus ou moins directement par le CNPF. Sulpice DEWEZ (dirigeant de la CGST) déclarera que la Confédération Générale des Syndicats Indépendants (CGSI) avait en 1949 une vingtaine de permanents appointés par PARSAL avec l'argent du CNPF » (rapport au Conseil confédéral national des 12 et 13.6.54).

A partir de 1950 et jusqu'au coup d'Etat du 13 mai 1958, l'histoire des « syndicats indépendants » est marquée de multiples scissions reflétant les oppositions contre les divers secteurs de l'extrême-droite et le RPF. Chaque fraction s'insultant mutuellement, leur presse est riche en renseignements sur les méthodes et les fonds de ces organisations ainsi que sur les biographies de leurs principaux dirigeants. Ainsi le groupe Dewez (qui continue aujourd'hui sous le sigle CGSI) est traité de « groupe syndicalo-policier » par le groupe Simakis (aujourd'hui CFT) tandis que ce dernier est traité de « relents de milice, waffen SS et Gestapo 5 par le premier.

Après le 13 mai 1958, tous ces personnages, mouillés dans les multiples complots offrent leur service au pouvoir gaulliste. Ils s'unifient en décembre 1959, dans la « Confédération française du travail ». Mais rapidement la rupture entre les gaullistes et l'extrême-droite, face à la guerre d'Algérie, va amener de nouvelles scissions entre ceux qui jouent la carte OAS et ceux qui jouent la carte UNR.

Cette division va durer jusqu'en 1967 où une nouvelle unification a lieu sous l'égide de Simakis qui reprend le sigle CFT ; la CGSI se maintient mais elle reste très faible.

En mai 68, la CFT est encore très faible (sauf chez Simca) mais cela ne l'empêche pas d'offrir ses services pour regrouper les jaunes. Elle appelle également, avec les CDR à la manifestation gaulliste des Champs-Élysées le 30 mai. A partir de cette période la CFT va connaître un certain développement et va faire de Citroën son second bastion. Sa bataille principale va être d'obtenir la « représentativité » ; elle aura pour cela l'appui de nombreux députés UDR et républicains indépendants, mais les gouvernements successifs refuseront de s'engager dans une bataille avec les syndicats représentatifs pour une « organisation » aussi marquée par ses origines et ses méthodes.

SON IMPORTANCE NUMERIQUE

La CFT revendique publiquement 400.000 adhérents. Ce chiffre est très largement au-dessus de la réalité. En décembre 71, les Renseignements généraux lui accordaient de « 140.000 à 145.000 adhérents, regroupés principalement dans la Région parisienne (74.200 adhérents), la région Rhône-Alpes, (11.500), l'Alsace (9.150), la Bretagne (5.400) et la région Provence-Côte d'Azur (5.200).

Les révélations de Michaux (ex-dirigeant CFT de Berliet), publiées par la CGT, ont montré le peu de crédibilité des chiffres publiés par la CFT, et même utilisés devant les tribunaux. Ainsi à Berliet, la quasi-totalité des adhérents étaient fabriqués à partir des listes des salariés tenues par la Direction du personnel. Par contre dans des entreprises comme Simca ou Citroën le nombre des cartes CFT est élevé : elles sont une condition d'embauche. De ce fait on peut estimer le nombre des adhérents à 100.000 mais les militants réels sont beaucoup moins nombreux. En 1973 elle ne réussira à regrouper qu'environ 1.500 personnes (dont la plupart venant encadrés de Simca et Citroën) pour une manifestation, à l'Etoile, revendiquant sa représentativité.

SES METHODES

Du viol à Citroën (2) à l'attaque des grévistes chez Peugeot à St Etienne, les méthodes des commandos CFT commencent à être bien connues. Mais il faut faire attention à ne pas poser dans tous ces cas, l'équation « CFT : commandos ». Les barres de fer n'apparaissent que lorsque les autres méthodes (chantage, filchage) ont raté.

Cela est particulièrement vrai dans l'automobile. A l'heure actuelle, vue sa domination quasi totale chez Citroën et Simca, la CFT peut se permettre de renoncer aux opérations brutales trop spectaculaires au profit d'une répression de tous les instants mais beaucoup moins visible.

Par ailleurs, dans certaines entreprises, la CFT se présente comme un syndicat jaune fasciste certes lié au patron et collaborant avec lui, mais sans les nervis et les opérations de matraquage. Cela se trouve notamment dans les petites boîtes. Dans les entreprises à forte concentration ouvrière, ces méthodes « douces » ne sont pas rentables.

Après l'accession de Blanc et Fiorentino au pouvoir dans la CFT on peut s'attendre à ce que les méthodes qui ont fait leurs preuves dans l'automobile soient généralisées. C'est pourquoi il sera intéressant de revenir, dans un prochain numéro des « Cahiers de la Taupe » sur l'activité de la CFT, dans l'automobile et dans les autres secteurs.

le 29.4.75

(2) Le 14 juillet 72, un commando de la CFT a attaqué un bal, à Issy, de travailleurs immigrés et enlevé deux jeunes femmes. Elles furent emmenées à l'intérieur de l'usine Citroën 15° et l'une d'elles fut violée.

Trois jours avant les jours de chômage technique de février, les travailleurs de la Saviem répliquent en organisant un mouvement de contrôle des cadences. Les camarades du « Groupe Taupe Rouge » de la Saviem expliquent leur lutte dans cette interview.

En début de trimestre, la Saviem-Caen avait été à l'initiative du contrôle des cadences sur les chaînes, comme riposte au chômage partiel. Peux-tu revenir sur ce mouvement, la façon dont il a évolué, faire le point ?

En fait, il faut revenir à la période de fin d'année 74 et faire le bilan du chômage partiel entre Noël et le Nouvel an. La première revendication lancée par la CFDT avait été « tous payés à 100 % ». Mais nous nous sommes aperçus qu'à partir du moment où certains étaient au chômage et d'autres pas, cette revendication divisait les gars dans la mesure où ceux qui travaillaient ne se sentaient plus guère concernés.

Il y avait un flou sur les mots d'ordre à avancer et une démobilisation dans les sections syndicales elles-mêmes. Les mots d'ordre n'étaient pas clairs et les débats confus. Une certaine peur régnait aussi que toute initiative se soldât par des licenciements.

A mesure que s'avançaient les journées de chômage de février, beaucoup de gars s'organisaient pour trouver un travail compensateur pendant ces journées. Beaucoup ont travaillé dans la plaine.

Si, de son côté, la CFDT avait donc changé de mot d'ordre en cours de route (remplacer le paiement à 100 % par le retour au 40 heures avec baisse de 20 % des cadences sans diminution de salaire), à la suite d'un débat qui demanda du temps ; la CGT elle, n'a pris aucune initiative sur le chômage, probablement par peur du débordement. Une action à démarrer le serait donc sous l'impulsion de la CFDT seule. La CGT prétendait que les gars ne « comprenaient rien à la crise » et que, par conséquent, il n'y aurait « rien ». Le problème, à mon avis, c'est qu'en s'y prenant un peu à l'avance, il était possible de faire un travail d'explication sur les chaînes.

Le mot d'ordre (100 % !) a été changé dès le retour début janvier et, dès ce moment là, il aurait fallu commencer le travail d'explication autour des mots d'ordre : retour aux 40 heures et baisse de 20 % des cadences sans diminution de salaire.

Le mouvement de contrôle des cadences a démarré trois jours avant les jours de chômage de février et ça laissait un laps de temps trop court pour une généralisation.

Dans ces conditions, pourquoi ce mouvement de contrôle des cadences ?

Ce que je viens de te dire, c'est parti d'un bilan que nous pouvons faire à posteriori. Sur le coup, des initiatives s'imposaient parce qu'elles répondaient à une demande sur les chaînes.

Ce lundi 27 janvier, il y avait eu une intersyndicale CGT-CFDT ou la CFDT proposait la tenue de mini-meetings dans la boîte pour décider des formes d'action à employer, propositions faites à la CGT pour application le mardi 28. Réponse de la CGT : la période était pré-électorale dans la boîte et pas question de se lancer dans des initiatives de lutte. Le camarade Digne affirmait : « Ce que vous proposez est juste, mais c'est prématuré ». Or, pour nous, le climat sur les chaînes prouvait le contraire. Mardi soir 28, se tient une réunion de la section CFDT et débat s'engage : « on démarre ou pas ? ». Une proposition est faite de couvrir toutes les chaînes mercredi : les délégués CFDT devaient se mobiliser pour ce mercredi 29, démarrer un secteur et mettre la CGT en position de devoir choisir. Mais cette tournée de chaînes a été faite très inégalement : la section CFDT elle-même n'est donc pas homogène.

Le jeudi 30, vers midi, un secteur démarre : les rectifs. Les gars débrayent et vont poser leur pétition. Mais même sur cette chaîne, il y a des réticences. La discussion entre

les gars montrait qu'il y avait sur cette chaîne un peu plus de la moitié des gars de chaque poste, prêts à passer à l'action. Le vendredi 31, ce mouvement des rectifs s'étend aux fusées (en mécanique) sur la chaîne 633. Sur les deux chaînes (rectifs et fusées) il y a baisse et contrôle des cadences avec des gars désignés pour veiller à la marge des 20 %. Ce même vendredi, il y a débrayage et dépôt de pétition sur la chaîne 631, chaîne de montage « ponts-essieux » pour la gamme basse. En gamme haute, il y a aussi une chaîne qui baisse les cadences, mais sans « délégués de contrôle ». De même en gamme basse, les « berceaux » baissent aussi mais c'est « dans tous les sens », entre 20 et 100 %. Voilà pour résumer les actions qui ont eu lieu. L'extension est restée limitée. Malgré tout, il faut insister sur le caractère exemplaire, non seulement de cette baisse concertée des cadences, mais du système de délégués désignés pour contrôler la marge de 20 % de baisse. C'est quand même une expérience enrichissante pour toute la boîte et même au-delà, d'un réel contrôle ouvrier sur les cadences, bien que réalisé très ponctuellement, au cours d'une lutte de durée limitée.

Comment le mouvement s'est-il arrêté ?

Le lundi 3 février, dès 7 h 30, les gars des « fusées », avertissent les délégués CFDT que la maîtrise, dès cinq heures du matin, les a averti qu'ils seront payés au rendement. Le même avertissement a été donné aux rectifs. Et tout de go, la maîtrise se met à « contrôler », elle-aussi, les cadences !

Les délégués CFDT décident donc de tenir une A.G. dès 7 h 30. Une discussion s'engage sur : « Faut-il continuer ou pas ? ». Tous tombent d'accord : le mouvement ne s'est pas élargi, il y a peu de chances de victoire. Partout, les secteurs reprennent, dans l'unité.

Mardi matin, se tient une intersyndicale pour discuter du chômage partiel qui démarre mercredi matin. Quel mot d'ordre ? En commun, CGT et CFDT appellent à venir au boulot le mercredi 4 à 7 h 30. Deux cents ouvriers viendront. Un meeting a lieu. Une démarche est faite auprès de la

Saviem Caen

direction pour qu'elle revienne sur sa décision. Mais, évidemment, elle refuse : le nombre n'y était pas...

Deux cents, c'est effectivement très peu même s'ils représentent les 400 en action les jours précédents. Cette mesure de chômage signifiait aussi que 1.100 travailleurs n'avaient plus les services de car pour venir.

Mais enfin, et surtout, encore une fois, trois jours c'est un peu bref pour engager vraiment une mobilisation payante contre le chômage partiel. Il fallait considérer ce qui s'était passé comme un acquis, un tremplin pour l'avenir.

Donc, voilà à nouveau le chômage partiel en ce début février. Que s'est-il passé depuis ?

Au retour du chômage (10 février), il avait fait un temps extrêmement beau, il y avait un climat de vacances. Cela fait que les consignes syndicales (CFDT) d'une nouvelle tournée immédiate des chaînes, n'ont même pas été appliquées.

Et au bout de ce mois de février, le 26, il y avait les négociations trimestrielles. Les gars attendent toujours quelque chose... c'est pas propice à un démarrage de luttes. Le résultat : 3 % d'augmentation, 18 F uniformes de rattrapage de salaire Paris-province et une prime conjoncturelle de 220 F UNIFORME. C'était loin de faire le compte : les revendications syndicales CGT-CFDT étaient : salaire minimum à 2.060 F, une prime de bilan de 600 F, l'échelle mobile, le refus du chômage et le paiement à 100 % des jours chômés.

Dès le lendemain les caristes démarrent...

Ils sont partis en même temps que les caristes de Billancourt ?

Non. Ils sont partis un peu après. Ceux de Billancourt étaient encore en grève quand ils sont partis. A la Saviem, c'est limité à la gamme basse. La grève a duré deux jours. Ils étaient partis en grève illimitée. Le soir du deuxième jour, ils se sont fait coincer par la maîtrise qui leur a fait un tas de promesses individuelles (notamment celle de les faire passer à un coefficient supérieur, de 150 à 160, promesse qui a été tenue). Il y a

eu des ralonges individuelles de salaire.

Les caristes étaient restés dans la boîte, sur leur clark. Ils faisaient des défilés pour entraîner les autres caristes, mais en vain, sauf en mécanique. Le deuxième jour, les organisations syndicales CGT et CFDT ont défilé avec les caristes mais ça a rallié peu de monde.

Cependant, dès le 3 mars, une baisse de cadences reprend à la menuiserie-caisse, baisse de 50 % avec, pour revendications, les salaires (2.062,5 au lieu de 1.740) les conditions de travail une prime de bilan de 600 F pour le bénéfice réalisé dans l'année précédente, l'échelle mobile, le paiement intégral du chômage partiel (payé 60 %).

Les mêmes jours (3-4 mars) un mouvement démarre aussi au carrousel-sellerie : 12 bonshommes (la moitié de l'effectif). Ils commencent par couler les cadences. Le lendemain, ils décident un débrayage d'un quart d'heure par mouvement tournant. Ainsi, à partir du 3-4 mars, ils ont coulé 15 % de la production. La direction a exercé un tas de pressions et de provocations essayant de pousser les non-grévistes au bord de l'affrontement. Leurs revendications sont les mêmes qu'en menuiserie-caisse. Les gars sont très combatifs : ils organisent eux-mêmes leurs débrayages tournants et demandent seulement aux organisations syndicales CGT-CFDT de les protéger physiquement contre la maîtrise, ce qu'elles font. Ils ont confectionné des banderoles qu'ils ont accrochées.

En plus de ces deux mouvements (menuiserie caisse et carrousel-sellerie), il y a la chaîne de garnissage qui débraye tous les jours depuis le lendemain des négociations. Ils ont commencé avec les caristes, mais ils ont continué. Là-aussi la maîtrise provoque. Cette attitude de la maîtrise, c'est nouveau à la Saviem.

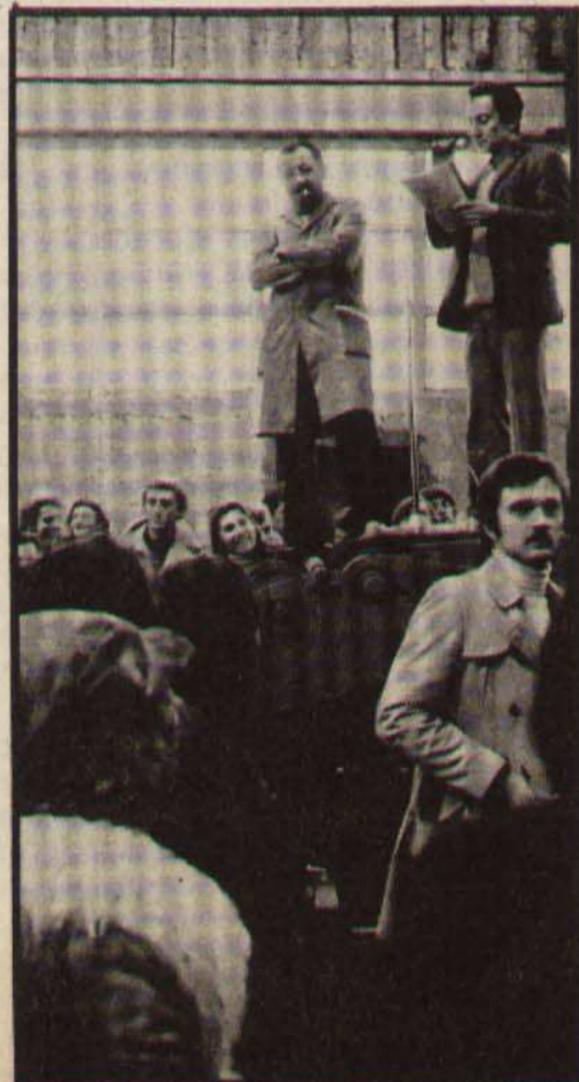
En gamme haute, il y a eu aussi baisse de cadences pendant plusieurs jours, ce qui a contraint la direction à faire passer la production de 20 à 12 (forges).

Donc, plusieurs secteurs entrent parallèlement en action, sans lien entre eux...

Oui, c'est dans ce contexte-là qu'est

parti, le mercredi 5 mars, le mouvement sur la chaîne de montage en gamme basse. C'est là que le camion est rassemblé. C'est le terminal de toute la gamme basse. Ce qui s'y est passé est extrêmement intéressant du point de vue d'une maîtrise collective d'un contrôle offensif des cadences.

Il faut d'abord expliquer : sur cette chaîne, il y a trois secteurs : la mise en ligne au départ (là où les châssis-carrosses entrent sur la chaîne), ensuite le secteur pose-moteur et enfin le secteur pose-cabine. Le premier jour, ça a cafouillé parce que le premier débrayage d'un quart d'heure s'est fait à la mise en ligne (arrêt de la pose des essieux et du châssis). Théoriquement, sur une chaîne qui porte environ vingt-cinq camions d'un mouvement continu, ce quart d'heure d'arrêt devrait se retrouver sous la forme d'un « trou », en face des gars qui posent le moteur, un quart d'heure plus tard. En réalité, la maîtrise ou les non-grévistes enlèvent les pignons qui bloquent les camions sur la chaîne et les poussent à la main. De cette façon, ils comblent le trou. Donc, finalement, les gars ont débrayé un quart d'heure (un quart d'heure en moins de salaire) pour un résultat très minime sur le plan de la production. Le lendemain, les gars ont commencé par l'autre bout : arrêt d'un quart d'heure pour la pose-cabine. Les camions ne peuvent ni se chevaucher, ni sortir sans cabine, ça arrête toute la chaîne pour un prix à



payer de un quart d'heure de salaire en moins, circonscrit à l'équipe cabine. Pour la même perte de salaire, le résultat est triplé pour le manque à gagner patronal. Ensuite, le poste moteur arrête, même chose, ça bloque devant (une pose de cabine sur un châssis sans moteur c'est idiot) et, derrière, les châssis-carcasses s'accumulent et la chaîne n'est pas extensible. Donc, même chose, un seul secteur arrête ouvertement mais, en fait, la production est stoppée rapidement pour les trois. Et quand le début de chaîne fait son quart d'heure d'arrêt, c'est tout juste ce qu'il faut pour désencombrer la chaîne et... ça recommence. C'est d'abord parti de l'équipe du poste du matin, seize gars ont participé à un débrayage tournant. Avant de commencer, ils avaient rédigé une pétition revendicative et l'avaient déposée à la direction. Puis ils avaient discuté : grève illimitée ? le patron risque de lock-outer. On n'est pas prêts. Donc on débraye en tournant.

Le lendemain, jeudi 6 mars, l'autre poste arrive. Le poste précédent les met au courant ; ils démarrent : pétition, adoption des mêmes formes d'action. Ils sont vingt-cinq. A onze heures, ils commencent le débrayage tournant d'un quart d'heure.

Vendredi sept mars, les effectifs des grévistes passent de 25 à 33. L'après-midi, l'autre équipe passe de 16 à 24 grévistes.

Lundi 10 mars, il y a un peu de flottement. Le week-end, c'est toujours une cassure... Les postes sont inversés. Certains abandonnent tandis que d'autres rejoignent, le mouvement se maintient. Le premier poste sort 40 camions sur 60 demandés. L'autre poste n'en sort que 25-30. Progressivement, on en arrive pour chaque gréviste à une heure et quart de débrayage par jour : le mouvement se durcit. Les revendications sont celles de menuiserie-caisse et du carrousel, c'est-à-dire, de fait, les revendications non-sectorielles mais valables pour toute la boîte. Toute la semaine, les organisations CGT-CFDT, très unitaires en gamme basse, lancent des appels à l'extension. Ça ne répond guère, y compris chez les militants syndicaux des autres secteurs.

Vendredi 14 mars, ça continuait, la deuxième semaine de lutte s'achevait.

Est-ce que cette action n'était pas aventuriste ? n'était-elle pas susceptible d'entraîner une minorité de travailleurs à



l'isolement et à l'effilochage, ou bien au durcissement avec un risque de lock-out général de la direction sans qu'une réponse de masse soit prête ?

Bon ! le bilan qui pouvait être fait ce vendredi 14 : il est contradictoire. Jusque là, la direction ne fait rien. Elle joue le pourrissement. Elle raconte que la grève l'arrange puisque les stocks sont pleins. Les gars perdent en moyenne trois quarts d'heure par jour, tandis que la direction perd trente bahuts soit 50 % de sa production.

La direction a besoin du nouveau modèle, la gamme J. Et les gars bloquent ce modèle au maximum. Il en passe trois fois moins qu'il ne faudrait. Concrètement, jeudi soir, les agents de maîtrise ont poussé en gamme J. à la main pour qu'il passe. Les gars ont riposté en changeant leur temps de débrayage : la gamme J. n'a pas pu recevoir de cabine : elle n'avait pas de moteur ! Vendredi soir, la maîtrise en a poussé un tellement précipitamment qu'il est tombé dans une fosse !

Les gars discutent : « Si la direction n'avait pas besoin de camions, pourquoi ne nous fait-elle pas réduire les horaires sans compensation intégrale de salaire ? ce serait son intérêt. Pourquoi n'en profite-t-elle pas pour lock-outer ? Nous fournissons le prétexte. Pourquoi ne fait-elle rien ? De plus il y a tout un tas de frais qu'occasionne une chaîne qui continue de tourner. Quelle est l'utilité de la dépense s'il n'y a pas besoin de camions ? »

Pourquoi dans les autres secteurs, les directions syndicales font peu de choses pour l'extension ?

Il y a plusieurs choses qui se combinent en ce moment sans qu'on n'en ait une vision très claire.

Dans la CFDT, il y avait des groupes de travail constitués pour préparer du matériel en vue des élections. Manifestement, pour beaucoup de militants, c'est devenu l'axe prioritaire. Les gars en lutte et les autres discutaient de ce qui se passait chez Renault mais il n'y a eu aucune information syndicale, ni CFDT, ni CGT.

De plus, je t'ai déjà dit, à propos des luttes de janvier le flou qui règne (je ne parle pas de la CGT qui n'en dit pas grand-chose) y compris dans la CFDT sur les réponses à apporter au problème du chômage. Un phénomène significatif : il y a une réunion de section CFDT tous les mardis soir. Chaque fois qu'au tableau est inscrit l'ordre du jour : « chômage », il y a la moitié seulement des effectifs habituels.

De plus, dans la CFDT, il y a des gars qui étaient très combatifs et qui se laissent vivre cette année sur leurs acquis : plus de 60 % des voix. En 73-74, sur les augmentations uniformes, il y avait des réunions d'adhérents, très nombreuses, sur les tas, auxquelles se joignaient pas mal de militants CGT. Aujourd'hui, elles se font plus rares. Il est vrai aussi que les réponses aujourd'hui sont moins faciles.

D'ailleurs à cet égard, en fonction de la nouvelle tactique de la CGT qui couvre les initiatives de lutte même si elle ne les prend pas en charge pour toute la boîte et les laisse isolées, il n'est pas impossible qu'il y ait une légère remontée CGT aux prochaines élections. Si cela arrivait, ça fouetterait un peu certains militants CFDT qui, depuis un an, se tassent un peu (de 40 % en 1973, la CFDT a gagné 21 % en un an en passant à 61 % en 1974).

Comment le mouvement s'est-il terminé sur la chaîne de montage gamme-basse ?

Les gars continuent le lundi 17 en

Saviem Caen

durcissant leur mouvement. Ils augmentent leur temps de débrayage. Mais cependant, ils commencent à se poser le problème de l'extension. Est-elle possible et avons-nous quelque chance de gagner en restant seuls ? leurs revendications ne sont pas sectorielles.

Dès le mardi, une A.G. des grévistes se tient pour discuter des suites à donner au conflit. Deux positions sont émises : 1) ça fait maintenant plus de quinze jours que nous sommes en action, allons nous aller jusqu'au bout et nous pêter les uns après les autres ? 2) ne vaut-il pas mieux reprendre tous ensemble et tous unis. Au poste du matin, dès cinq heures, une A.G. a lieu et, à nouveau, un débat

2) Ne vaut-il pas mieux reprendre tous ensemble et unis, et remettre ça à un moment plus propice ? Une discussion s'entame et, à l'unanimité, les gars du poste de l'après-midi décident de reprendre tous ensemble et tous unis. Au poste du matin, dès cinq heures, une A.G. a lieu et, à nouveau, un débat s'entame sur les deux positions. Un vote a lieu et cela donne : 13 pour la poursuite et 4 contre. C'est un poste où ils avaient atteint 35 grévistes, donc ce vote ne regroupait même plus la moitié des gars qui avaient lutté. Néanmoins les gars décident la poursuite et, pour pallier à cette défection du personnel en lutte, ils décident d'augmenter leur temps de débrayage.

Le lendemain à cinq heures, nouvelle A.G. Les effectifs de l'A.G. baissent à 13. Un nouveau vote : 11 pour la poursuite, 2 contre : des gars très combattifs qui décident de continuer quand même. Mais ils se rendent à l'évidence : la chaîne ne s'arrête plus guère. Nouvelle A.G. : ils décident à l'unanimité de reprendre le travail.

La différence entre les deux postes : le premier a repris le travail dans l'unité et prêt à remettre ça quand il le faudra, en comprenant bien les limites de l'action sectorielle. Le second s'est effiloché un peu et le boulot s'est repris avec une plus grande démobilisation.

En menuiserie-caisse et au carrousel-sellerie, les gars ont repris aussi, constatant leur isolement, l'absence d'extension.

Depuis le mardi 25 et jusqu'au lundi 7 avril, vous êtes à nouveau en chômage partiel. Quel bilan tires-tu des actions qui ont été menées ?

Ces actions n'ont strictement rien donné, sur le plan des revendications. Sans extension, ça ne pouvait rien donner. Pour autant, elles sont loin d'avoir été des actions pour rien. Un sacré bout de chemin a été fait depuis un an, depuis par exemple l'époque connue du conflit de mars 74. A cette époque, la CGT boudait absolument tout ce qui bougeait dans cette boîte et les syndiqués CFDT n'avaient qu'un seul souci vis-à-vis de la CGT que de l'enfoncer un peu plus et sans discernement dans un statut de collaboration : ceux qui ne font rien, ceux qui brisent. La CFDT avait toutes les qualités et la CGT tous les défauts. Même les plus politisés étaient marqués par cette ambiance de division syndicale. Quant aux mobilisations, celles qui avaient notamment donné lieu au lock-out elles partaient par des débrayages sauvages avec défilés-boule-de-neige dans la boîte. C'était spectaculaire mais sans solidité.

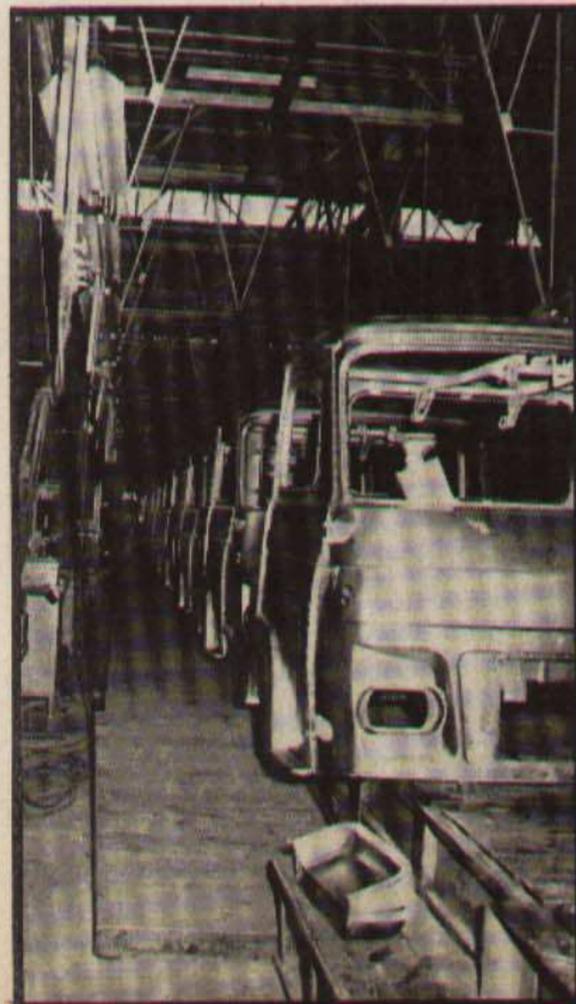
Aujourd'hui, dans un contexte beaucoup plus difficile, la situation connaît des changements qualitatifs importants. Si on examine le mouvement de ce trimestre, on constate que toutes les décisions — ordre de débrayage, durée de ces débrayages, moment de départ, etc. — sont soumises à une discussion collective. Tout le monde discute et vote avant de commencer l'action. Il y a davantage de maturité avec autant sinon plus d'insolence ouvrière. Un exemple : la direction a fait venir des huissiers sur les chaînes où les cadences étaient remises en cause. Les huissiers sommaient les gens d'arrêter : « cette forme illégale de lutte ». Résultat : des rigolades à n'en plus finir sur les chaînes. Les huissiers tournaient les talons.

Un autre saut qualitatif : les gars CGT et CFDT se tutoient maintenant et se passent les consignes de lutte : à telle heure tu arrêtes ? O.K., tu finis le mouvement bientôt ? O.K... C'est une situation absolument nouvelle dans la boîte et ça soude des

équipes combattives dans certains secteurs. C'est encore réduit, mais ça a une sacré valeur exemplaire.

Entre les secteurs qui sont entrés en lutte, menuiserie-caisse, carrousel-sellerie chaîne de montage gamme basse, il n'y a pas eu ce qu'on pourrait appeler, coordination de comités représentant les grévistes ou quelque chose de ce type. Mais les gars allaient quand même se voir et échanger les nouvelles et se conforter. c'est embryonnaire mais ça va dans le sens d'une des leçons que nous avons tirées du conflit de février-mars 74. Ça partait comme une trainée de poudre, débrayages, défilés, pénétration dans le bureau du directeur et puis les gars se retrouvaient lock-outés dans la confusion, sans trop savoir comment, et sans liens tissés d'un atelier à l'autre, sans savoir sur qui compter.

C'est important ce début de réelle prise en charge collective, ce début de structuration à la base. Un facteur qui joue aujourd'hui dans l'absence d'extension, c'est le traumatisme du lock-out de 74. Un lock-out, tout le monde se barre et c'est fini. Sur 1.500 gars l'année dernière qui avaient voté l'occupation, il en est resté le tiers après le lock-out. Ça pèse encore aujourd'hui avec, en plus la question que chacun se pose : si ça arrive, est-ce que je vais être réembauché ? Une occupation victorieuse, c'est une occupation qui partirait d'une extension d'ateliers et de secteurs où les gars sont déjà un minimum soudés et collectivement organisés, syndiqués et non syndiqués. Ça munit doucement...



Renault
Billancourt

LE 77 UNE AUTRE FAÇON DE LUTTER A RENAULT (février 75)

les grèves dans les usines Renault se sont prolongées pendant plus de 2 mois. Première riposte des travailleurs au chantage à la crise dans un secteur où les attaques patronales contre le pouvoir d'achat et l'emploi sont particulièrement vives, l'importance de cette lutte ne doit pas masquer les problèmes posés par la façon dont elle fut menée : non par un mouvement d'ensemble, mais une succession de luttes avec des formes et des niveaux de combativité différenciés.

Rouge a suivi, semaine après semaine, le déroulement de cette lutte. Une brochure à paraître dans le courant du mois de Mai en tirera un bilan détaillé. Mais on peut déjà en retenir la leçon principale : en refusant d'unifier un mouvement sur l'ensemble de la Régie pour éviter une épreuve de force avec le gouvernement Giscard, les directions syndicales

COMMENT L'HUMANITE INFORME LES TRAVAILLEURS

dans les usines de Saint-Ouen, Douai et Dreux.

Enfin à l'usine de Billancourt des débrayages de deux heures ont eu lieu dans de nombreux secteurs chez les OS et les professionnels (outillage central).

Les travailleurs de l'entretien, département 77, les peintres ont repris le travail après avoir obtenu partiellement satisfaction.

Les grèves se poursuivaient hier dans les départements 38 : soudure et sellerie.

En lisant l'Humanité du samedi 22 avril, les grévistes du 77 apprirent qu'ils avaient repris le travail la veille... « après avoir obtenu partiellement satisfaction » ! En fait, non seulement la direction n'avait rien lâché, mais la grève continuait majoritairement malgré la désertion des membres du PCF au 77. Deux mensonges en trois lignes, faut le faire.

ont développé une tactique inefficace, de coups d'épingle qui a débouché sur une « victoire » bien amère, puisqu'après la reprise du travail, 14 travailleurs pris en otages sont toujours licenciés et que les 140 F accordés par la direction prennent comptes des avantages déjà promis par Dreyfus et sont bien loin des 250 F pour tous exigés par les ouvriers du Mans.

C'est cette tactique qui les a conduit à combiner le cassage des luttes les plus avancées à Billancourt, l'isolement systématique de la grève de coulage des cadences au Mans, et le morcellement de toutes les actions engagées dans les usines Renault.

La grève du 77 est intervenue à un moment-charnière de cette lutte »

La semaine du 17 au 21 Février a constitué, en effet le moment où la question de la généralisation a été comprise comme une nécessité par des

milliers de travailleurs, aussi bien par ceux, qui déjà partis, attendaient de l'extension le moyen de consolider leur mouvement, que par ceux qui ne voulaient partir qu'avec des chances sérieuses de succès.

Ceux du Mans ne démareront leur longue grève de l'enthousiasme que le 25 février, mais ils avaient déjà engagé des actions début Février aux presses. A Cléon, à Sandouville, à Billancourt des mouvements se sont déroulés simultanément au long de la semaine décisive.

A Billancourt, le succès de la grève des caristes a résonné comme un signal envers les travailleurs les plus combattifs. Le lundi 17 février, immédiatement après la reprise victorieuse des caristes, les pistoletteurs démarèrent une grève paralysant les chaînes. Le mardi soir c'était au tour du 77 de partir. Puis le mercredi matin, au tour du 38 et le mercredi midi au tour du 54.

LE 77, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le 77, à Billancourt, c'est un département qui regroupe près de 600 travailleurs. Un tiers d'entre eux travaillent à l'**outillage**. Ce sont des secteurs importants en nombre, concentrés, composés de professionnels hautement qualifiés, qui travaillent essentiellement sur les presses. Le reste (**entretien et dépannage**) est composé de secteurs beaucoup plus inégaux, où le nombre de travailleurs employés peut varier de quelques uns à plusieurs dizaines.

Le 77 est un département combattif, avec des traditions de lutte déjà anciennes. Pendant la grève de mai 71, avait déjà été mis en place un comité de grève élu composé de délégués CGT, CFDT, FO et de militants syndiqués et non syndiqués.



Aujourd'hui, il est considéré à Billancourt comme le département « un peu gaucho ». De fait, l'implantation depuis plusieurs années de militants révolutionnaires y est sans doute plus concentrée que dans le reste de la Régie. Mais, à l'intérieur même du 77, des différences existent : chez les gars de l'outillage par exemple, qui sont souvent venus depuis quelques années d'autres départements décentralisés (RMO, artillerie), l'influence de la fraction PCF est assez forte ; dans le reste du département, on trouve une masse de jeunes, de travailleurs combatifs, réceptifs aux idées des militants révolutionnaires.

L'ÉTINCELLE

Le département 77 est parti juste après la victoire des caristes : à Billancourt, les caristes avaient obtenu par la lutte des primes s'échelonnant de 0,13 F à 0,40 F de l'heure, qui allaient dans le sens d'une uniformisation des salaires et de l'application du principe : à travail égal, salaire égal. Pour la première fois depuis pas mal de temps, la direction avait reculé. Ce fut l'étincelle. Au 77, des travailleurs se disent **pourquoi pas nous ?**

Le mardi 18, c'est l'équipe du soir qui partit la première. L'équipe du matin emboîta le pas. Immédiatement, selon les traditions du 77, on se retrouva en assemblée générale. Là, on commença par déterminer les revendications :

- un seul taux par catégorie : le maxi ;
- 300 F pour tous ;
- suppression des filières courtes ;
- passage automatique à partir de 50 ans au coefficient supérieur ;
- démarrage des professionnels en tant que P2.

On décida ensuite de la forme de lutte : grève reconductible. C'était parti : tous les jours, on se réunissait pour faire le point et décider de la suite du mouvement.

UNE VÉRITABLE LEÇON DE CHOSES

L'attitude qu'a eue la fraction PCF dans la CGT tout au long de la

lutte du 77 est une véritable leçon de choses sur la bureaucratie.

Quand le mouvement démarra, la masse des travailleurs était pour la grève reconductible. Les bureaucrates ne se mirent pas tout de suite en travers : le premier jour, ils suivirent. Pourtant, des réticences apparaissaient déjà : un exemple : au 77, c'est une tradition, quand il y a une lutte, d'aller dans les autres départements pour la faire connaître. Cette fois-ci, ils le firent, en expliquant seulement : « les professionnels du 77 font **une action** »... mais sans dire laquelle ! Manifestement, ils n'étaient pas chauds : faire l'information de cette façon-là, c'était déjà entraver les possibilités d'extension.

Le deuxième jour, ils passèrent carrément à l'offensive : en assemblée générale, ils menèrent bataille pour « changer de tactique de lutte ». Autrement dit : arrêter la grève reconductible, reprendre le travail et se préparer à une série de débrayages limités. Ils se succédèrent pour expliquer qu'il ne fallait pas partir à fond dans une grève au finish, qu'il fallait avoir « **une tactique plus souple de harcèlement** », une tactique « **qui ne coûte pas cher** », etc. Pour pousser à la reprise, ils expliquèrent même : « Pourquoi partir maintenant tout seuls au 77 ? Un mouvement de tous les professionnels est prévu pour vendredi... » (1). Mais leurs arguments restèrent sans effet sur les travailleurs. Quand on passa au vote en assemblée générale, ils se retrouvèrent complètement isolés : 28 voix pour leur position sur 250 travailleurs présents !

C'était une gifle monumentale. Mais ils ne s'avouèrent pas battus pour autant : ils convoquèrent illico une réunion des syndiqués CGT pour leur faire prendre position contre l'assemblée générale. A cette réunion, ils firent donner l'artillerie lourde. Tout y passa : la situation politique, la malfaisance des gauchistes, etc. Pourtant, malgré ce forcing, ils ne réussirent pas à « reprendre leurs troupes en mains ». Le vote n'eut pas lieu pour ou contre leur position, mais sur **deux** positions contradictoires : celle qui était passée en AG et celle qu'ils défendaient. Et c'est finalement de justesse qu'ils arrachèrent une

majorité chez les syndiqués de 33 voix contre 25 et une abstention.

Devant cette faible majorité, ils sentirent très bien qu'ils ne pourraient pas arrêter le mouvement de l'intérieur. Ils décidèrent donc froidement d'en sortir. Au troisième jour de la grève, on vit ce spectacle incroyable : les militants du PCF qui reprenaient le travail, délégués en tête ! Ainsi, sans avoir sorti un tract pour expliquer au personnel la position majoritaire de la section CGT, ils s'appuyaient sur cette position obtenue de justesse pour décider de leur propre chef de reprendre minoritairement le travail !

Si les règles les plus élémentaires de la démocratie ouvrière avaient été respectées, on peut expliquer ce qui aurait dû se passer : la CGT aurait pu légitimement faire connaître la position majoritairement adoptée, par tracts et en assemblée générale (les militants de la CGT qui en avaient défendu une autre l'exposant en assemblée générale en précisant bien, comme cela a été fait, qu'ils parlent **en leur nom personnel**). En tout état de cause, c'est à l'ensemble des travailleurs en grève qu'il aurait appartenu de décider de la suite du mouvement.

Mais dans l'affaire, la démocratie ouvrière était le dernier de leur souci. Leur but était évident porter un coup de poignard dans le dos de la grève en retirant leurs billes. Quitte à expliquer après que, si elle s'était cassé la gueule, c'était parce que la forme de lutte choisie n'était pas adaptée...

Mais ils n'étaient pas au bout de leurs peines : leur attitude scandaleuse eut, certes, des conséquences. Des travailleurs écœurés reprirent le boulot, en particulier à l'outillage. **Mais la grève continua malgré tout, sans eux !** Et les chiffres qui furent connus par la suite devaient montrer qu'elle resta toujours majoritaire.

Les bureaucrates jouèrent alors à fond la dernière carte qui leur restait, la plus efficace : voyant que — malgré leur défection — le 77 continuait, ils décidèrent de l'isoler au maximum des autres secteurs, suivant la tactique bien connue du « cordon sanitaire ». Incapable de casser le mouvement avec les seules forces dont il disposait dans le 77, l'appareil stalinien allait tout faire pour l'asphyxier, en s'appuyant sur sa solide implantation dans le reste de l'usine.

Ce fut d'abord, très tôt, le blocus de l'information. Le 77 était en grève reconductible, on n'en disait pas un mot. Quand, malgré tout, une ligne apparaissait dans un tract à son

sujet, c'était pour parler d'un « **arrêt de travail** » des professionnels du 77, sans un mot sur la forme de lutte et les revendications précises mises en avant. Il faudra attendre le mardi matin pour qu'un tract de la CGT signale qu'il y avait une grève reconductible, en ajoutant aussitôt qu'elle ne concernait qu'« **une partie des travailleurs du 77** » (ce qui était encore une façon de jeter la suspicion).

Du silence au mensonge par omission, on en arriva d'ailleurs aux calomnies pures et simples : « vous savez, les aventuristes irresponsables du 77, ils sont allés insulter des travailleurs sur les chaînes »... On imagine sans peine l'effet de ce genre d'intox pour la popularisation de la lutte.

COMMENT CONTINUER ?

Quand les bureaucrates désertèrent la grève, une question se posa immédiatement au 77 : comment continuer ? La première chose à faire était de renforcer au maximum le mouvement : il fallait se donner les moyens pour qu'il soit majoritaire, qu'il soit le plus massif possible.

Pour cela, deux décisions furent prises :

1) On arrête les équipes, on vient tous en horaire normal.

2) On s'organise, on met sur pied un collectif. Il est composé d'une trentaine de travailleurs élus, à raison de un ou deux par secteur.

Pourquoi un collectif et pas un comité de grève comme en 1971 ? La première différence, c'était qu'en 1971 les militants du PCF participaient au comité de grève alors que cette fois-ci ils s'étaient retirés de la lutte. Mais surtout, le problème, au moment où fut lancé le collectif, c'était qu'on ne savait pas encore si le mouvement allait durer et rester massif après leur départ. Dans ces conditions, constituer un collectif, ce n'était pas (à la différence de 1971) donner à la grève une structure de **direction** reconnue. Mais c'était déjà mettre sur pied une structure qui soit l'émanation des grévistes et qui soit mandatée par eux pour faire un tract expliquant leurs revendications et pourquoi ils continuaient la lutte. Constitué sur une tâche précise, le collectif pouvait de fait jouer à terme le rôle d'un comité de grève, si le mouvement durait sans se minoriser.

Sa première tâche fut donc de rédiger un tract d'information à distribuer dans le département. En même temps, pour tenter de briser



l'isolement, il fut décidé de redescendre une nouvelle fois dans les départements pour informer les gars et discuter avec eux.

QUELLE ATTITUDE AVOIR VIS A VIS DE LA CGT ?

Au 77, face à une trahison aussi patente, les réactions des travailleurs étaient plutôt violentes : un certain nombre de gars gueulaient hargneusement contre la CGT (« ils nous lâchent », etc.) ; mais en même temps, ils savaient très bien que parmi les animateurs de la lutte il y avait les deux délégués du personnel CGT du département et que beaucoup d'autres gars actifs étaient des militants de la base de la CGT. En gueulant contre la CGT, en fait ce qu'ils mettaient en cause c'était la direction de la CGT. Et cela limitait d'emblée toute dynamique anti-syndicale.

Mais il y avait aussi chez les gars du 77 la conscience de ce que représentait cette direction syndicale : beaucoup plus qu'une poignée de bureaucrates qui jouaient les briseurs de grève... « **Si on n'a pas avec nous la direction de la CGT, on n'a pas la CGT sur l'usine...** ». C'est pourquoi, dans leur

masse, les grévistes comprenaient parfaitement l'enjeu. Seule une toute petite minorité disait : « **Si les syndicats ne nous soutiennent pas, on s'en fout** ». La majorité pensait : « **Si les syndicats ne nous soutiennent pas, on va se casser la gueule** ».

C'est pourquoi l'orientation adoptée à l'égard des directions syndicales ne fut pas une ligne de contournement visant à aller de l'avant en faisant comme si elles n'existaient pas. Ce fut au contraire de prendre des initiatives visant à développer le rapport de forces mais **en même temps** d'exiger le soutien des directions syndicales en les plaçant devant leurs responsabilités.

C'est ainsi que le lundi, les travailleurs du 77 allèrent chercher les dirigeants des trois syndicats (CGT, CFDT, FO) pour tout Billancourt et les ramenèrent à l'assemblée générale du 77, pour qu'ils disent clairement s'ils soutenaient ou pas.. Sylvain, secrétaire de la CGT, fut obligé de dire que, tout en désapprouvant la forme de lutte, il **soutenait** les grévistes du 77. Ce soutien restait bien entendu largement verbal, puisqu'aucune information sur la grève n'était réellement mise en œuvre. Mais il était important qu'il soit affirmé pour couper l'herbe sous le pied à tous les bruits qui pouvaient courir dans les

autres secteurs. La même question fut posée aux trois secrétaires : puisque vous soutenez, acceptez-vous de tirer et de diffuser le tract du collectif ? Ils firent tous les trois la même réponse : pas question de ronéoter des tracts qui ne soient pas à l'initiative du syndicat.

Le tract fut donc donné à l'extérieur à une imprimerie et sorti aux frais des grévistes.

REPRENDRE LA TÊTE HAUTE

Après 5 jours de grève, un débat s'engagea en assemblée générale sur les perspectives. Fallait-il continuer ? C'était possible, mais des signes d'affaiblissement commençaient à apparaître. L'assemblée générale avait été moins nombreuse qu'on ne l'avait souhaité. Le risque était réel de voir le mouvement s'effiloche. D'autre part, la grève avait été engagée non pas sur des revendications spécifiques propres au 77, mais sur des revendications générales (300 F pour tous, le maxi pour tous). Pour qu'elles soient obtenues, il était vital que la lutte s'étende aux autres secteurs. Or, l'extension avait été systématiquement bloquée par les bureaucrates.

Il fut donc collectivement décidé de reprendre le travail. Les gars du 77 avaient compris que les bureaucrates les attendaient au tournant. Ils ne voulaient pas leur offrir la joie d'une queue de grève minoritaire débouchant sur l'échec et la démoralisation. Mieux valait reprendre le boulot la tête haute, alors que le mouvement était encore massivement suivi, et après avoir fait la preuve que les travailleurs étaient capables de poursuivre la lutte malgré la trahison, dans le respect de la démocratie ouvrière. Mais il fallait mettre les points sur les i, et surtout ne pas les laisser croire qu'ils avaient gagné et que les gars du 77 avaient finalement compris qu'il fallait « changer de tactique »... Ils voulaient au contraire montrer que la forme de lutte utilisée, la grève reconductible, était juste et qu'on y

aurait encore recours à l'avenir. C'est pourquoi la décision fut prise de mandater le collectif pour faire un deuxième tract expliquant pourquoi les grévistes du 77 reprenaient le travail et comment ils avaient lutté.

Les gars du 77 ont repris le travail sans avoir rien obtenu, mais avec un moral de vainqueurs. Ils ont prouvé qu'ils étaient capables de mener eux-mêmes leur lutte comme ils l'entendaient. Si elle n'a pas débouché, ils savent pourquoi.

Au travers de ces 5 jours de lutte c'est la conscience de tous les travailleurs du département qui s'est élevée : leur défiance à l'égard des bureaucrates s'est renforcée, mais leur détermination face à la direction n'a pas faibli.

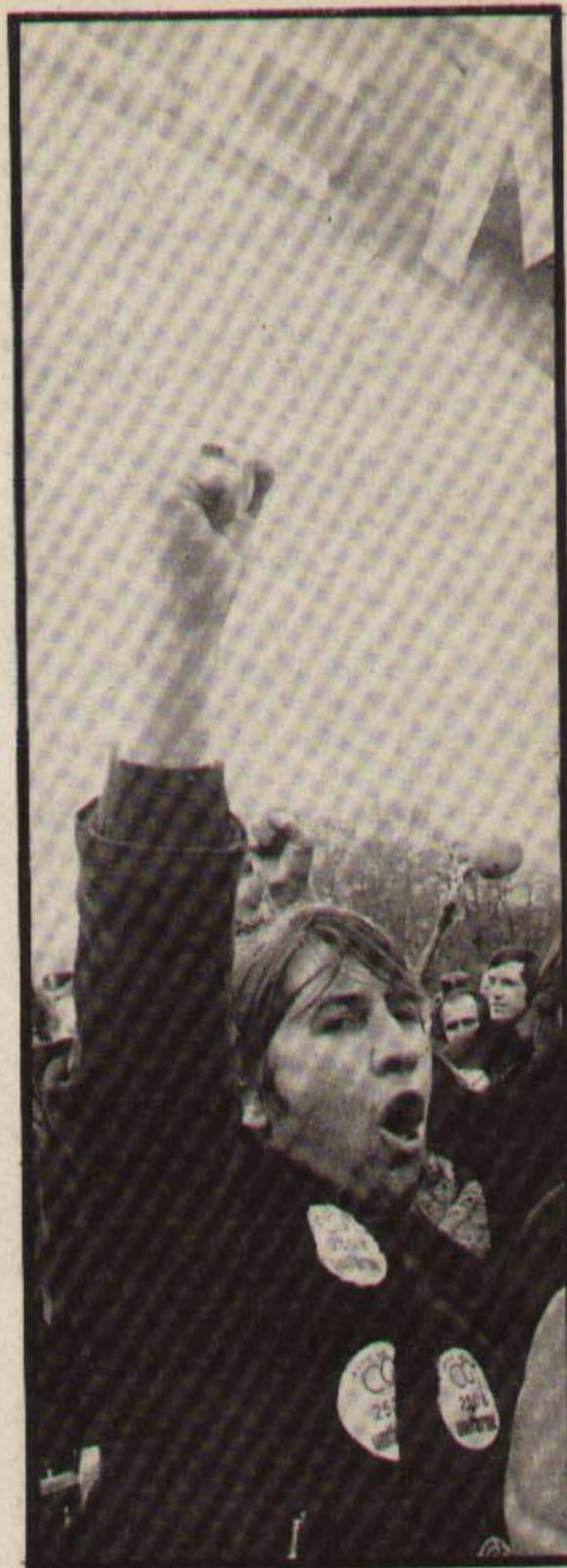
UN DES DEBORDEMENTS LES PLUS IMPORTANTS A RENAULT DEPUIS LONGTEMPS

Episode peu connu d'une lutte qui dura plus de deux mois sur l'ensemble de la Régie, la grève du 77 est pourtant riche d'enseignements.

Par rapport au résultat décevant de ces longues semaines de lutte à la Régie, elle montra qu'une autre voie était possible que la tactique des bureaucrates : durcir la lutte, l'unifier

L'ART DE DEMOBILISER

Jeudi 20 février : battus en assemblée générale, les bureaucrates ont convoqué immédiatement une réunion de syndiqués. Arrivent des gars du 54. Ils sont venus, en croyant que l'AG durait encore, gonflés à bloc. Un responsable CGT les accueille avec une muflerie calculée : vous n'avez rien à faire là ; ici c'est une réunion CGT. Ecœurés ils s'en retournent, et reprennent le boulot. Bilan : 14 cartes CGT déchirées sur 18 syndiqués.



sur des revendications mobilisatrices (300 F pour tous, le maxi pour tous), l'étendre sur la Régie, ce qu'a défendu tout au long du conflit « Renault Rouge » la feuille de la LCR.

Plus profondément, elle révèle le mûrissement d'une avant-garde ouvrière large, d'une génération de militants ouvriers qui prennent leurs distances avec la tactique des luttes et les solutions des réformistes, y compris au sein d'entreprises considérées comme des « bastions ». Il s'agit en effet de l'un des débordements les plus importants de la bureaucratie stalinienne sur Renault depuis longtemps.

(1) Le vendredi, le 77 était toujours en grève, ils annuleront froidement cette initiative, sous prétexte que les autres départements n'étaient pas assez chauds.
(2) Cette décision n'a pas été suivie réellement d'effet pour toutes les équipes, mais c'est une idée neuve qui sera remise à l'ordre du jour dans les luttes à venir.